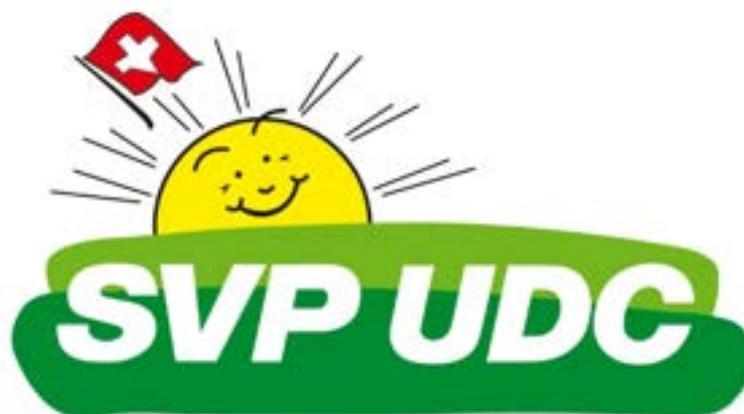


Union démocratique du centre (UDC)



Rapport annuel

2022

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
AVANT-PROPOS	3
1. L'ANNÉE EN REVUE	5
2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC.....	44
2.1 Prises de position de l'UDC	44
2.2 Réponses à la consultation de l'UDC	44
2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, édition spéciale.....	48
2.4 Site Internet et réseaux sociaux	49
3. ORGANES DU PARTI	50
3.1 Assemblée des délégués.....	50
3.2 Le bureau de la direction	51
3.3 Direction du parti.....	51
3.4 Comité du parti	52
3.5 Secrétariat général	55
3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale.....	55
4. VOTATIONS FÉDÉRALES 2021.....	58
5. L'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX.....	60
6. LES SECTIONS CANTONALES UDC EN LIGNE.....	61

AVANT-PROPOS

La Suisse a été et reste confrontée à de grands défis. L'année 2022 a été marquée par la guerre en Ukraine et les nombreux réfugiés avec statut S, par la crise de l'asile, par l'inflation et la hausse des prix, sans oublier la menace d'une pénurie d'énergie et d'électricité.

Dans tous les domaines, nous observons un retour à la réalité ; les utopies de la gauche rose-verte s'effondrent. L'UDC lui oppose une politique raisonnable et réaliste, pour le bien de la Suisse et de ses citoyens.

Solutions face à la crise énergétique

Cela se reflète notamment dans le thème de politique intérieure dominant de l'année dernière, la crise énergétique et la menace de pénurie d'électricité. L'UDC a réussi à déclencher un vaste débat sur l'énergie grâce à sa politique honnête et cohérente. Nous avons exigé la nomination d'un Général de l'électricité qui coordonnerait les activités des différents acteurs et avons largement contribué à trouver des solutions grâce à des interventions fructueuses au Parlement. La crise actuelle de l'électricité prouve que nous avons raison dans nos estimations concernant l'échec de la Stratégie énergétique 2050. Malgré cela, la majorité de centre-gauche au Parlement répète les mêmes erreurs avec la nouvelle loi sur le climat. Grâce au succès du référendum de l'UDC, les électeurs auront toutefois le dernier mot.

Maintien de la neutralité

Une autre priorité de notre politique en 2022 concernait l'engagement pour le maintien de la neutralité suisse. Pratiquement du jour au lendemain, le Centre et le PLR ont renoncé à la neutralité, pourtant éprouvée. Leurs présidents exigent ouvertement des livraisons d'armes et de munitions dans une zone de guerre. Parallèlement, la Confédération a pris place au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que petit Etat neutre. L'UDC a fait et continue de faire contrepoids ; elle s'engage pour que la neutralité, solidement préservée et ancrée dans l'esprit du peuple suisse. Elle est un gage de paix et de stabilité, ici comme dans le reste du monde.

Combattre l'immigration incontrôlée et le chaos de l'asile

L'immigration incontrôlée vers la Suisse se poursuit. Au total, plus de 200'000 personnes supplémentaires sont arrivées en Suisse en 2022. Le système d'asile est à bout de souffle, certains cantons ont déjà déclaré l'état d'urgence en matière d'asile. Ici aussi, l'UDC ne mise pas sur la gestion des problèmes, mais bien sur des solutions efficaces. Les demandeurs d'asile déboutés doivent être systématiquement expulsés, tout comme les criminels étrangers (comme l'exige l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple). Nous demandons que les procédures d'asile ne soient plus menées sur le sol suisse, mais à l'étranger ; la Suisse perdra ainsi beaucoup de son attrait en tant que destination pour ceux qui cherchent simplement des facilités aux frais des contribuables suisses.

Succès dans les urnes

En 2022, l'UDC a remporté plusieurs succès importants en votation. Le 13 février, le peuple a rejeté la loi sur les médias, le 15 mai, il s'est prononcé pour une protection renforcée des frontières extérieures de l'UE et le 25 septembre, il a suivi nos mots d'ordre pour un non à l'initiative sur l'élevage ainsi que pour un oui aux deux projets visant à pérenniser l'AVS.

Election complémentaire au Conseil fédéral

L'élection complémentaire au Conseil fédéral du 7 décembre s'est également très bien déroulée. Le groupe UDC a présenté un ticket solide, le conseiller national Albert Rösti a été élu dès le premier tour pour succéder au conseiller fédéral sortant Ueli Maurer. Avec le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), un département clé est désormais entre les mains de l'UDC.

Perspectives 2023 : il faut éviter un nouveau virage à gauche

L'année 2023 est une année électorale. Le 22 octobre, le Conseil national et le Conseil des Etats seront renouvelés. L'UDC est bien positionnée. Les thèmes parlent pour nous, que ce soit en termes de politique énergétique ou d'immigration. D'importants choix s'annoncent. Il en va de notre sécurité et de notre liberté, de l'approvisionnement énergétique et alimentaire et de notre prospérité. Il est donc d'autant plus décisif que nous puissions empêcher un nouveau virage à gauche. Mais ce n'est pas gagné d'avance ; nous ne gagnerons que si nous faisons tous ensemble une campagne engagée et déterminée et si nous parvenons à mobiliser nos membres et nos sympathisants.



Peter Keller
Secrétaire général

1. L'ANNÉE EN REVUE

JANVIER

Crise énergétique : la Suisse a besoin d'un Général de l'électricité

Extrait du communiqué de presse du 10 janvier 2022

La Stratégie énergétique 2050. D'éminents scientifiques ainsi que des représentants du monde économiques et de la Confédération sont unanimes : une pénurie d'électricité est la plus grave menace qui plane sur notre pays et selon la Confédération, nous devons nous attendre à de telles pénuries d'ici deux ou trois ans déjà, avec toutes les conséquences désastreuses que cela comporte pour les habitantes et les habitants de la Suisse.

Afin d'éviter cette catastrophe au demeurant prévisible, l'UDC Suisse a formulé, lors de son traditionnel séminaire des cadres à Bad Horn (TG), les demandes suivantes à l'attention du Conseil fédéral :

- la nomination sans attendre (d'ici l'été 2022) d'un Général de l'électricité dont la mission est d'élaborer diverses solutions afin de garantir un approvisionnement électrique sûr, indépendant et bon marché ;
- le report des objectifs de réduction de CO2 au profit d'une sécurité dans l'approvisionnement énergétique national ;
- la mise à contribution des cantons et des villes, qui mettent en péril la sécurité de l'approvisionnement à travers leur politique énergétique irresponsable.

Principes de la politique Covid et position de l'UDC

Extrait du communiqué de presse du 10 janvier 2022

Cela fait presque deux ans maintenant que la population suisse et le monde politique vivent sous l'emprise de la crise Covid. Il est bien entendu indéniable que le Covid-19 est un virus dangereux, surtout pour les groupes à risque. Il devrait néanmoins être tout aussi indiscutable que le train de mesures contre la pandémie ne doit pas être plus dommageable pour les individus, les emplois ou encore la formation des jeunes que le virus lui-même. L'UDC a toujours été le seul parti à défendre cette position. L'UDC a publié un document de fond à ce sujet, qui peut être consulté sur le site Internet : « Principes de la politique Covid et position de l'UDC » (<https://www.udc.ch/positions/documents-de-fond/>).

Les obligations d'isolation et de mise en quarantaine n'ont plus aucun sens et doivent être abolies

Extrait du communiqué de presse du 12 janvier 2022

La réduction de la durée d'isolement et de quarantaine est un progrès notable, toutefois, au regard de la situation actuelle, ni l'isolement ni la quarantaine ne font encore du sens. D'abord parce que les personnes touchées par le variant Omicron ne développent en général pas de formes graves des symptômes et ne provoquent donc pas de surcharge du système de santé. Ensuite parce que le nombre très élevé de cas dépasse les capacités de dépistage, ce qui laisse supposer qu'un nombre élevé de personnes soit infecté mais non-détecté. De plus, le nombre élevé de personnes vaccinées et/ou guéries fait rapidement progresser l'immunisation de la société. Selon l'UDC, il est temps d'appréhender le Covid-19 comme l'on appréhende la Grippe et donc de supprimer totalement l'isolation et la quarantaine obligatoires, tout comme le certificat Covid discriminatoire et clivant, l'obligation de télétravailler et l'obligation de porter un masque - spécialement dans les écoles primaires.

Approvisionnement énergétique : il n'y a pas d'excuses, le Conseil fédéral doit agir sans attendre !

Extrait du communiqué de presse du 15 janvier 2022

Il est évident, aujourd'hui déjà, que la Stratégie énergétique 2050, fruit de l'idéalisme de la gauche rose-verte, est un échec cuisant. « Une pénurie d'électricité constitue la plus grande des menaces pour notre pays, avec des conséquences catastrophiques pour tous ses habitants », a déclaré Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse lors de l'assemblée des délégués à Reconvilier (BE). Selon la Confédération, ce scénario catastrophe sera réalité d'ici 2 ou 3 ans déjà. « Les principaux représentants de l'économie, de la Confédération et de la science sont d'accord sur ce point, les faits sont là », a déclaré Marco Chiesa. « C'est la raison pour laquelle il n'y a désormais plus d'excuses mais bien un mot d'ordre : le Conseil fédéral doit agir ! »

Les délégués de l'UDC Suisse ont pris position sur les objets soumis au vote populaire du 13 février 2022 :

- OUI à la modification de la loi fédérale sur le droit de timbre
- NON au train de mesure en faveur des médias
- NON à l'initiative populaire « oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine »
- NON à l'initiative populaire « oui à la protection des enfants et des adolescents contre la publicité pour le tabac »



Des associations et des représentants de partis de droite demandent la levée immédiate des mesures

Extrait du communiqué de presse du 25 janvier 2022

Le fait que le Conseil fédéral ait prolongé les mesures contre la propagation du coronavirus est sans commune mesure. L'Union suisse des arts et métiers, la Fédération suisse des centres fitness et de santé, EXPO EVENT Swiss LiveCom Association, GastroSuisse ainsi que des représentants des partis de droite : Le Centre, le PLR et l'UDC demandent donc la levée immédiate du certificat obligatoire ainsi que de l'obligation de télétravail et des dispositions relatives à la quarantaine et à l'isolement.

Les dommages causés désormais par une prolongation des mesures sont bien plus graves que les bénéfices. « Les chaînes de création de valeur doivent se remettre le plus rapidement possible de ces effets négatifs », a déclaré Christoph Kamber, président d'Expo Event. Les branches concernées doivent en outre être indemnisées rapidement et de la manière la moins bureaucratique possible par le programme de cas de rigueur 2022, tant qu'elles sont touchées par des pertes de chiffre d'affaires massives en raison de la situation actuelle.

Invitation de l'UDC à une table ronde sur la sécurité de l'approvisionnement électronique

Extrait du communiqué de presse du 3 février 2022

Il est aujourd'hui évident que la Stratégie énergétique 2050 est un échec. Les principaux représentants de la Confédération, de l'économie et des milieux scientifiques sont unanimes : la plus grande menace pour notre pays, c'est une pénurie d'électricité et cette menace nous frappera de plein fouet d'ici deux ou trois ans. Que fait la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga ? La cheffe du DETEC exige tantôt l'installation obligatoire de panneaux solaires dans les nouvelles constructions, tantôt elle se rétracte. Elle souhaite réduire les émissions de CO2 mais prône en parallèle l'arrêt des centrales nucléaires (qui pourtant n'émettent pratiquement pas de CO2), pour les remplacer ensuite par des centrales à gaz émettant d'importantes quantités de CO2. Cette navigation à l'aveugle prouve qu'à ce jour, aucune stratégie valable ni aucune responsabilité claire pour un approvisionnement électrique sûr en Suisse ne sont établies.

L'UDC invite donc les présidents des partis de droite, les présidents des associations économiques et de l'USP ainsi que les Conseillers fédéraux en charge de l'approvisionnement énergétique, à savoir, Mme la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, M. le Conseiller fédéral Guy Parmelin et Mme la Conseillère fédérale Viola Amherd à une table ronde au sujet de l'approvisionnement énergétique. Afin d'assurer l'approvisionnement électrique de la Suisse, notamment en période hivernale, une analyse complète de la situation et un responsable clairement désigné sont de mise ; le responsable désigné doit pouvoir présenter plusieurs variantes à la Confédération permettant à cette dernière d'honorer l'obligation Constitutionnelle sur l'approvisionnement électrique diversifié, sûr, bon marché et respectueux de l'environnement.

NON au train de mesures en faveur des médias : un signal fort !

Extrait du communiqué de presse du 13 février 2022

L'UDC est réjouie par le rejet du « train de mesures en faveur des médias » par le peuple. Ce dernier a mis un coup de frein à la cupidité des éditeurs et empêché, de fait, une dépendance accrue des médias de l'Etat. Cette votation témoigne une fois de plus du bon flair des citoyennes et des citoyens, qui savent déceler les projets dictés par les intérêts personnels des projets d'intérêt commun.

L'UDC regrette le refus du peuple d'abolir le droit de timbre. C'est une occasion manquée d'abolir ce reliquat qui affaiblit le capital propre, entrave l'innovation et met des bâtons dans les roues de la place économique et tout particulièrement des PME. L'UDC va redoubler d'efforts pour soulager les entreprises par d'autres biais.

Le oui à l'interdiction de la publicité des produits du tabac signe un peu plus l'arrêt de mort du libéralisme suisse qui fut pourtant un grand contributeur du succès de notre pays. Aux yeux de l'UDC, l'interdiction de la publicité des produits du tabac est une intolérable atteinte à la liberté économique qui de plus n'atteint pas son objectif de protection de la jeunesse.

Fin des pleins pouvoirs du Conseil fédéral : la situation particulière doit être abolie dès maintenant

Extrait du communiqué de presse du 16 février 2022

Mieux vaut tard que jamais ! C'est avec certes beaucoup de retard mais de façon assez complète que le Conseil fédéral met fin ce jour aux mesures Covid arbitraires, discriminatoires et inutiles. Cette décision aurait dû être prise depuis longtemps. Il est totalement incompréhensible que le Conseil fédéral, en s'accrochant à la situation particulière, ne rétablisse pas l'ordre public suisse ; il ne veut manifestement et volontairement pas renoncer à ses pleins pouvoirs.

Par ailleurs, l'UDC est d'avis qu'une analyse complète de la politique Covid du Conseil fédéral est de mise, d'une part en raison des dommages importants qu'elle a causés à la société et à l'économie à travers des mesures essentiellement arbitraires et discriminatoires, d'autre part parce qu'il est nécessaire de faire le point et d'en tirer des enseignements en vue de la gestion de futures crises : En effet, le spectre d'une catastrophique pénurie d'électricité pointe d'ores et déjà le bout de son nez dans un futur très proche (quelques années).

« Seul celui qui est libre peut faire ce qui est juste », déclare la nouvelle responsable de programme de l'UDC Suisse

Extrait du communiqué de presse du 18 février 2022

La condition sine-qua-non à tout individu ou Etat souverain afin de pouvoir prendre les bonnes décisions, c'est être libre. L'UDC s'engage depuis de nombreuses années pour la liberté du pays et de ses habitants. Dans cette optique, l'élaboration d'un programme politique montrant comment cette liberté peut être préservée fait aussi partie de cet engagement. Le comité directeur de l'UDC Suisse a dès lors nommé la Conseillère nationale saint-galloise Esther Friedli en tant que nouvelle responsable de programme. Cette dernière dispose d'une grande expérience des affaires politiques et contribuera à renforcer le profil libéral du parti. Mme Friedli succède ainsi à l'actuel responsable de programme, le Conseiller national Peter Keller, qui dirige le secrétariat général de l'UDC Suisse depuis maintenant 1 an.

Un siège au Conseil de sécurité de l'ONU signe la fin de la neutralité et de la sécurité en Suisse

Extrait du communiqué de presse du 18 février 2022

Pendant deux jours, le groupe parlementaire de l'UDC Suisse s'est réuni à Kerenzberg/Filzbach (GL) en vue de la session de printemps. Lors de cette rencontre, il s'est prononcé unanimement contre l'adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. Le groupe UDC combatta résolument la demande d'adhésion au Parlement.

Le groupe UDC rejette unanimement l'initiative sur les glaciers ainsi que son contre-projet direct. Ancrer un objectif zéro-net d'ici 2050 dans la Constitution est une aberration et engendre surtout de nouveaux problèmes. Les développements et les innovations techniques à venir à l'échelle mondiale ne peuvent guère être évalués sérieusement à l'horizon 2050.

En 2020, le déficit de la Confédération s'élevait à 15,8 milliards de francs. La Confédération s'attend à un déficit pour la période 2021 de près de 12,2 milliards de francs,

soit le double de ce qui avait été budgétisé. En raison de la prolongation de certaines mesures de soutien dans le cadre de la loi Covid par la majorité de centre-gauche et contre la volonté de l'UDC, le Conseil fédéral propose 3 crédits supplémentaires, pour un montant total de 3,4 milliards de francs lors de la session de printemps. Le groupe UDC s'y oppose clairement.

Après la séance, le parti s'est rendu sur la place de l'hôtel de ville de Glaris pour une rencontre « UDC proche de vous » avec la population. C'est autour de sandwiches, de vin et de bière que les Conseillers fédéraux Ueli Maurer et Guy Parmelin ainsi que les membres du groupe UDC sont venus à la rencontre de la population glaronnaise en toute convivialité.

Pénurie d'électricité : l'UDC met la pression sur le Conseil fédéral

Extrait du communiqué de presse du 19 février 2022

La Stratégie énergétique 2050 de la gauche rose-verte est un échec clair et net. Les experts de la Confédération, du monde scientifique et du monde économique sont unanimes : si nous n'agissons pas immédiatement, la Suisse connaîtra une pénurie d'électricité dès l'hiver 2024-2025, avec des conséquences cataclysmiques pour les habitants comme pour l'économie. Une preuve supplémentaire de la gravité de la situation nous est de plus fournie par la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga elle-même, qui tente fébrilement de combler la pénurie à venir avec des centrales à gaz. Pour l'UDC, c'est de la poudre aux yeux. La Conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga devrait cesser de considérer les choses à travers son prisme idéologique étriqué et admettre officiellement l'échec de la Stratégie énergétique 2050 de la gauche rose-verte, ouvrant ainsi la voie à de vraies solutions. Le groupe parlementaire de l'UDC Suisse se saisit du mandat que les délégués ont donné au parti lors de l'assemblée du 15 janvier 2022 et déposera en ce sens des interventions lors de la session de printemps.

Au terme de la séance, les Conseillers nationaux et Conseillers aux Etats ont participé à la 21e coupe nationale de Jass à la Lintharena – Glarnerland, réunissant plus de 200 joueurs. En raison de la pandémie de Covid-19, la traditionnelle coupe de Jass de l'UDC n'avait pas pu être organisée l'an dernier.



Préserver la sécurité de la Suisse grâce à la neutralité armée perpétuelle et non pas avec l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU

Extrait du communiqué de presse du 25 février 2022

Comme le prouve le conflit entre la Russie et l'Ukraine, le risque spectre d'une guerre en Europe est une menace réelle. La Suisse doit d'autant plus s'en tenir à sa neutralité, qui a fait ses preuves, et investir dans la sécurité. En tant qu'Etat neutre, la Suisse est tenue à une stricte impartialité ; cela signifie qu'elle ne doit pas s'immiscer dans les conflits internationaux ni prendre part aux sanctions directes contre d'autres pays. La neutralité a préservé la Suisse de conflits sanglants depuis plus de 200 ans. En offrant ses bons offices traditionnels, notre pays apporte une contribution déterminante à la recherche de solutions pacifiques, mais elle ne peut le faire que si elle ne prend pas elle-même parti de façon unilatérale.

C'est dans ce contexte que l'UDC formule des exigences claires, à savoir :

- La sécurité de la Suisse doit être une priorité absolue. L'article 2 de la Constitution fédérale nous dit ceci : « La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays ». Le monde politique (et plus précisément le DDPS, aux mains de la Conseillère fédérale Viola Amherd) doit s'assurer que la Suisse dispose des installations, des moyens et des capacités nécessaires pour contrer les menaces et protéger la population.
- La Suisse doit renoncer à siéger au Conseil de sécurité de l'ONU. Un siège dans ce Conseil nous exposerait, en tant que pays neutre, à d'imprudents

conflits d'intérêts puisque c'est ce Conseil de sécurité qui décide de qui va en guerre et qui va en paix.

- La neutralité armée perpétuelle doit être maintenue sans compromis. Il n'y a qu'ainsi que nous pourrons également maintenir les bons offices qui sont appréciés à l'échelle internationale et qui profitent à la coopération des Etats et à la paix dans le monde.

Mesures urgentes de la Suisse : l'UDC demande une augmentation des dépenses pour la défense de 2 milliards de francs (à 1% du PIB) ainsi que l'augmentation des effectifs de l'armée de 20'000 militaires

Extrait du communiqué de presse du 28 février 2022

L'annonce du président russe Vladimir Poutine de la mise en état d'alerte des forces armées nucléaires marque une nouvelle étape dans l'escalade de ce conflit localisé qui menace potentiellement la stabilité, la sécurité et la paix du monde entier. Dans ce contexte, la Suisse doit rapidement réagir. La neutralité armée perpétuelle, inscrite dans la Constitution fédérale, a épargné la Suisse de conflits sanglants depuis plus de 200 ans et a permis à la population de vivre en paix et en sécurité. Les événements à l'Est de l'Europe nous montrent que la paix n'est pas quelque chose qui va de soi. La sécurité et la liberté doivent sans attendre redevenir des priorités absolues dans la politique Suisse.

La sécurité de la population suisse doit désormais être la priorité absolue !

Extrait du communiqué de presse du 1 mars 2022

En tant qu'Etat souverain, la Suisse doit être capable d'assurer sa propre sécurité et de maintenir sa stabilité et la paix sur son territoire. Au regard du conflit entre la Russie et l'Ukraine notamment, notre armée doit rapidement être mieux équipée. Concrètement, l'UDC demande au Conseil fédéral, dans un premier temps, de porter le budget annuel de l'armée à 7 milliards de francs au minimum (soit 2 milliards supplémentaires par rapport au budget actuel) et d'augmenter les effectifs de l'armée de 20'000 militaires.

En raison de l'échec de la Stratégie énergétique 2050 ainsi que de la guerre en Ukraine, l'approvisionnement énergétique sûr et indépendant de la Suisse est fortement menacé. D'ici 2 à 3 ans déjà, la Suisse risque de manquer d'électricité, notamment en période hivernale. Par le biais d'une interpellation urgente :

« L'électricité, l'essence et le mazout renchérissent. Que fait le Conseil fédéral pour endiguer la hausse massive des prix de l'énergie ? », l'UDC formule plusieurs préoccupations auxquelles il souhaite des réponses – par exemple, le Conseil fédéral est-il prêt à suspendre temporairement les taxes prélevées par l'Etat sur les énergies fossiles ?

La Suisse doit rapidement aider les personnes déplacées par la guerre, en Ukraine et dans les pays limitrophes de cette dernière

Extrait du communiqué de presse du 4 mars 2022

Les Ukrainiens souffrent des affres de la guerre. Selon l'ONU, ce sont plus d'1 million de personnes qui ont déjà fui leur pays, principalement des femmes et des enfants. Les femmes et les enfants fuyant la guerre ne recherchent donc qu'une protection temporaire et principalement dans les pays limitrophes, à savoir : la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Moldavie et la Roumanie.

La situation actuelle est très nettement différente des flux migratoires à grande échelle de ces dernières années, comme l'explique le Conseiller national Andreas Glarner. « Contrairement aux migrants économiques pesant actuellement sur notre système d'asile, les femmes et les enfants ukrainiens n'émigrent pas pour être pris en charge à long terme dans un Etat social aussi moderne que généreux. » Les déplacés de guerre ukrainiens sont avant tout des femmes, des mères accompagnées de leurs enfants. Leur vie et leur intégrité physique étant menacées, ces dernières recherchent une protection temporaire, dans l'espoir d'une fin rapide de cette guerre et de pouvoir retrouver leur famille et leurs proches au plus vite. « Voilà donc pourquoi l'aide sur place doit désormais être au centre des préoccupations, immédiate et sans tracas bureaucratique. », déclare le Conseiller national Gregor Rutz (ZH).

Les médias rapportent que des migrants économiques installés en Biélorussie profitent toutefois de « l'opportunité » offerte par cette guerre pour se rendre dans l'Union européenne via l'Ukraine. « En Pologne, par exemple, des milliers de jeunes gens d'autres origines étrangères arriveraient entre-temps et continueraient leur voyage, vers l'Allemagne notamment. » déclare la Conseillère nationale Martina Bircher (AG).

L'inacceptable vente de RUAG Ammotec menace la sécurité de la Suisse !

Extrait du communiqué de presse du 9 mars 2022

En tant que pays neutre et indépendant, la Suisse doit pouvoir garantir sa capacité de défense de façon autonome. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a toujours souligné, autrefois, l'importance de disposer d'une production de munitions suisse. Il est dès lors totalement incompréhensible que le Conseil fédéral fasse désormais volte-face sur ce point. La guerre en Ukraine nous prouve clairement que la paix perpétuelle est une illusion et seuls ceux qui refusent complètement de voir la vérité en face s'attèlent désormais à la fragilisation de la défense de notre pays.

Seule l'UDC s'engage encore au Parlement et au sein de la Commission de sécurité pour la sécurité de la Suisse, par exemple à travers la motion 19.3154 « Il faut assurer la sécurité de notre approvisionnement. RUAG Ammotec ne doit pas être vendue ». Les autres partis exigent l'adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU, détruisent la neutralité de la Suisse et l'entraînent dans des conflits étrangers au lieu de veiller à la sécurité de leur propre pays.

En approuvant l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU, le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le Centre et le PLR détruisent sciemment l'un des biens les plus précieux de la Suisse : la neutralité

Extrait du communiqué de presse du 10 mars 2022

L'UDC est consternée par le feu vert accordé par le Conseil national au Conseil fédéral pour l'adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU au 1er janvier 2023. Le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le PLR et le Centre, tout comme la majorité du Conseil fédéral, portent gravement atteinte à notre pays. C'est en effet le Conseil de sécurité de l'ONU qui décide de qui va en guerre et de qui va en paix. L'adhésion de la Suisse à cet organe composé de superpuissances détruit la crédibilité de notre neutralité et peut potentiellement entraîner notre pays au cœur de conflits sanglants. « Cette décision doit donc être condamnée avec la plus grande fermeté », déclare le président de l'UDC Suisse Marco Chiesa. En outre, l'absence de tenue d'un débat démocratique en amont de cette irréversible décision sur la politique étrangère en raison du blocage par les autres partis est un pur scandale.

Statut de protection : oui, mais sans répéter les erreurs

Extrait du communiqué de presse du 11 mars 2022

Pour l'UDC, il est juste que les personnes déplacées par la guerre en Ukraine se voient octroyer un statut de protection en Suisse, bien que l'aide sur place et dans les pays voisins soit préférable. Le principe de base est le suivant : la volonté d'aider ne doit pas conduire à des décisions biaisées dont la population suisse devra ensuite faire les frais, sinon, les erreurs et les problèmes rencontrés avec les réfugiés en provenance des Balkans dans les années '90 se répèteront.

Dès lors, le Conseil fédéral doit veiller à ce que le statut de protection « S » ne soit accordé qu'aux conditions suivantes :

- Les requérants doivent être de nationalité ukrainienne. Les étrangers résidant en Ukraine ne sont pas concernés ; ils peuvent rentrer dans leur pays d'origine.
- L'identité des requérants ukrainiens doit être établie avec certitude. Il en va de l'intérêt de la sécurité intérieure et de la population suisse.



Sécurité alimentaire : l'UDC demande un plan Wahlen 2.0

Extrait du communiqué de presse du 13 mars 2022

A ce jour, la Suisse ne peut nourrir par elle-même qu'un habitant sur deux. La guerre en Ukraine provoque une pénurie et un renchérissement des denrées alimentaires sur toute la planète. La sécurité alimentaire de nombreux pays est gravement menacée et la Suisse ne fait guère exception. L'UDC tire la sonnette d'alarme : le taux d'auto-approvisionnement alimentaire de notre pays diminue d'année en année, résultat d'une politique de gauche rose-verte idéologiquement étreinte qui affaiblit la

production nationale et rend la Suisse toujours plus dépendante des importations alimentaires depuis l'étranger. Parallèlement, 60'000 à 80'000 personnes immigreront chaque année en Suisse, faisant passer la population de 6.7 millions d'habitants en 1990 à plus de 8.7 millions en 2021. L'UDC demande la mise en place d'un plan Wahlen 2.0 ; d'ici fin mars, le Conseil fédéral doit montrer comment l'approvisionnement de la population du pays peut être assuré. En ce sens, les projets agricoles et écologiques insensés doivent être soit suspendus, soit transformés à cette fin.

7 centimes de moins sur l'essence et le diesel : l'UDC s'engage avec succès pour une baisse du prix des carburants

Extrait du communiqué de presse du 15 mars 2022

A ce jour, la TVA est prélevée sur l'ensemble du prix du carburant. Cela signifie les impôts, taxes et surtaxes prélevées par la Confédération sur les carburants sont également taxés. Le groupe parlementaire fédéral UDC a remporté une manche dans sa lutte contre les impôts et les taxes : le Conseil national a en effet approuvé une initiative parlementaire du Conseiller national UDC lucernois Franz Grüter (19.405 : « halte à la perception abusive de la TVA sur les impôts et autres taxes qui grèvent les carburants »). Grâce à ce succès (moyennant toutefois encore l'approbation du Conseil des Etats), le taux de d'imposition sur les huiles minérales, la surtaxe sur les huiles minérales et les taxes d'importation sur les carburants ne seront plus intégrés dans la base de calcul de la TVA. De fait, le prix du litre d'essence et de diesel baissera d'environ 7 centimes.

Lettre ouverte à la direction de la SSR : l'UDC renonce jusqu'à nouvel ordre à participer à l'émission Arena de la SRF

Extrait du communiqué de presse du 22 mars 2022

Selon le programme annoncé, les chefs des partis auraient dû discuter dans Arena du vendredi 18 mars 2022 du débat spécial du Conseil national sur la guerre en Ukraine. Mais au lieu de garantir une modération équilibrée du débat, l'animateur Sandro Brotz s'est posé en juge face au chef du groupe UDC Thomas Aeschi. Ce dépassement flagrant des limites n'est pas conforme aux devoirs délivrés par le mandat légal de la SSR qui consiste à présenter des contenus de manière objective et neutre. Le rôle des journalistes et des présentateurs est de permettre un débat et non de s'ériger en juges ou de se substituer aux invités, voire de militer pour une cause. Le fait que le présentateur d'Arena Sandro Brotz se laisse guider par ses opinions personnelles est inacceptable pour une chaîne de service public.

Comme il ne s'agit pas du premier dérapage du présentateur d'Arena Sandro Brotz, mais d'un des plus graves, l'UDC demande à la direction de la SSR de s'expliquer et de faire des propositions sur la manière dont la chaîne peut garantir le retour d'une présentation appropriée et neutre de l'émission Arena. Jusqu'à ce que cette dernière puisse à nouveau se dérouler de manière conforme à son mandat légal de service public, l'UDC renoncera à sa participation à l'émission.

**Un OUI clair à la neutralité armée perpétuelle et à un avenir sûr et libre !**

Extrait du communiqué de presse du 9 avril 2022

La neutralité, inscrite dans notre Constitution, est l'un des piliers de la Confédération garantissant notre sécurité et notre paix depuis plus de 200 ans. « Mais quels temps vivons-nous aujourd'hui ? Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement prennent parti, ils reprennent une à une les sanctions de l'UE », a déclaré le Conseiller national Franz Grüter (LU). « Partout, nous entendons : on ne peut pas rester neutre face à cette guerre d'agression de l'Ukraine », a-t-il ajouté. La neutralité ne signifie toutefois pas que les citoyennes et les citoyens ne peuvent avoir une opinion ; cependant, la Suisse, en tant qu'Etat, doit elle faire preuve de retenue.

Les délégués abondent en ce sens, par l'adoption d'une résolution idoine par 303 voix pour, 1 contre et 1 abstention.

Les délégués de l'UDC ont également adopté les mots d'ordres pour les votations du 15 mai 2022 :

- NON à la modification de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation)
- NON à la modification de la loi fédérale sur la production et la culture cinématographiques (Lex Netflix)
- OUI au développement de l'acquis de Schengen

Enfin, les délégués se sont prononcés largement en faveur de la modification statutaire du parti et en ont renouvelé la direction.

Malgré la guerre en Europe, le Conseil fédérale mise encore davantage sur les importations de denrées alimentaires et la dépendance de l'étranger plutôt que sur la production locale !

Extrait du communiqué de presse du 14 avril 2022

L'UDC demeure sans voix face aux décisions du Conseil fédéral dans le cadre de la mise en œuvre du contre-projet indirect aux deux initiatives agricoles (Iv. pa. 19.475). A l'heure où toute l'Europe s'inquiète de la sécurité alimentaire de sa population, notre Conseil fédéral, via une politique hasardeuse, table encore davantage sur les importations de denrées alimentaires. Le Conseil fédéral accroît ainsi les famines dans le monde et fait preuve d'un manque total de solidarité. En outre, il ne tient pas non plus compte de la volonté populaire, exprimée clairement dans les urnes par le « non » aux initiatives agricoles en juin dernier (initiatives rejetées à plus de 60%). Le Conseil fédéral tente toutefois d'en introduire des éléments par la petite porte, ce qui est totalement inacceptable.

La SSR garantit l'impartialité de la modération de l'émission Arena

Extrait du communiqué de presse du 14 avril 2022

Après le grossier dérapage du présentateur Sandro Brotz lors de l'émission Arena du 18 mars dernier, l'UDC Suisse avait décidé de renoncer provisoirement à sa participation à l'émission politique de la télévision SRF et avait exigé une table ronde avec la direction de la SSR-SRG.

Cette table ronde s'est déroulée jeudi. Pour l'UDC, le but était de clarifier le mandat journalistique de la SSR-SRG en tant que service publique financé par la redevance obligatoire. Il était aussi question d'exiger de cette chaîne une modération appropriée, équilibrée et neutre.

Après cet entretien constructif avec la direction de la SSR-SRG et sa garantie d'une couverture équilibrée et d'une animation impartiale de l'émission « Arena », l'UDC est à nouveau disposée à participer à l'émission.

Seule l'initiative SSR « 200 francs, ça suffit ! » conduira vers un changement de cap

Extrait du communiqué de presse du 27 avril 2022

Après le dérapage malhonnête du présentateur Sandro Brotz lors de l'émission Arena du 18 mars 2022 à l'encontre du président du groupe parlementaire fédéral UDC Thomas Aeschi, l'UDC Suisse et ses représentants ont reçu des centaines de courriers indignés. Plusieurs médias ont par ailleurs critiqué le comportement de ce présentateur et l'organe de médiation de la SRF a reçu pas moins de 46 réclamations. Alors que l'émission Arena s'est excusée, selon les médias, auprès du Conseiller fédéral socialiste Alain Berset pour une inconfortable recherche concernant des erreurs dans le fascicule de votations, cette même émission n'a pas jugé nécessaire d'en faire de même auprès du président du groupe parlementaire fédéral UDC Thomas Aeschi.

Pour l'UDC, l'initiative interpartis sur la SSR « 200 francs, ça suffit ! » est la réponse attendue depuis longtemps face à l'arrogance de ce service public financé par la redevance obligatoire.

Le DDPS affaiblit-il volontaire notre armée ?**L'UDC exige des réponses de la part de la cheffe du DDPS Viola Amherd**

Extrait du communiqué de presse du 5 mai 2022

Comme on a pu le lire dans l'édition de ce jour de la « Weltwoche », le DDPS aurait volontairement affaibli l'armée suisse et accessoirement violé la neutralité de notre pays. Le DDPS aurait en effet jugé que les armes antichars des stocks de l'armée suisse étaient défectueuses et les aurait renvoyées au fabricant en Allemagne... pour que ce dernier les livre à l'Ukraine.

Pour l'UDC, si ces faits sont avérés, alors ils sont très problématiques. C'est dans ce contexte que l'UDC demande donc à la cheffe du DDPS Viola Amherd des réponses. L'UDC déposera une interpellation en ce sens lors de la session extraordinaire.

Baisser les prix de l'énergie sans attendre : le groupe parlementaire fédéral UDC demande la tenue d'une session extraordinaire

Extrait du communiqué de presse du 9 mai 2022

Les prix des carburants et des combustibles ont subi une augmentation historique et ce sont les consommateurs qui en paient les conséquences, perdant toujours davantage de pouvoir d'achat. Les personnes âgées, les familles et les personnes ayant un besoin impératif de se déplacer en voiture sont particulièrement exposées et ne pourront bientôt plus se déplacer, ni se chauffer. Pendant que les pays voisins s'affairent à baisser les prix de l'essence et du diesel, le Conseil fédéral ne fait rien face à la perte du pouvoir d'achat des habitants de la Suisse. Le groupe UDC a déposé plusieurs motions pour faire face en ce sens, tant au Conseil des Etats qu'au Conseil national, afin d'alléger sans attendre la charge fiscale des particuliers et des entreprises.

La mise sous tutelle par l'Etat s'aggrave

Extrait du communiqué de presse du 15 mai 2022

L'UDC prend acte, non sans regret, du OUI populaire à la loi sur le cinéma et au consentement présumé sur le don d'organes. Ces deux projets illustrent de la mise sous tutelle croissante de la population par l'Etat, qui de plus en plus puissant restreint toujours davantage la liberté et la responsabilité individuelle. Avec la nouvelle loi sur le cinéma, les plateformes de streaming seront désormais obligées de diffuser 30% de films européens et de reverser au moins 4% de leurs recettes à la scène cinématographique suisse. La formulation « au moins » laisse la porte ouverte à d'autres raboutages plus importants des recettes des entreprises privées.

L'adoption de la loi modifiée sur la transplantation ne doit pas conduire à de nouvelles atteintes à l'intégrité physique et psychique des personnes. L'UDC poursuit son engagement pour le respect de la liberté individuelle telle qu'elle est garantie par la Constitution fédérale.

L'UDC salue l'acceptation du projet Frontex, qui permet de mieux protéger les frontières extérieures de l'UE et qui donc sert aussi les intérêts de la Suisse. Il ne s'agit

toutefois pas d'un chèque en blanc et ne doit pas conduire à un nouveau démantèlement de nos frontières intérieures. La Suisse doit renforcer les contrôles aux frontières nationales, les Etats étant les plus qualifiés pour se protéger par eux-mêmes.

Les juges ne tiennent pas compte de la volonté populaire. Les renvois doivent être enfin conséquemment appliqués.

Extrait du communiqué de presse du 17 mai 2022

La « mise en oeuvre musclée » de l'initiative sur le renvoi (citation de l'anc. Président du PLR Philipp Müller) que l'on fait miroiter au peuple est un mensonge éhonté et les derniers chiffres de l'OFS le prouvent. 41.2% des étrangers condamnés ne sont pas expulsés par les juges, alors que la Constitution l'exige pourtant. Selon le délit, le taux de rétention est même beaucoup plus élevé : par exemple, en cas de lésions corporelles graves, plus de la moitié des étrangers condamnés (53%) peuvent rester en Suisse, contrairement toujours à la Constitution. Pour les cas de pornographie punissable, ce chiffre s'élève de façon stupéfiante à 81% ! Seuls 2 condamnés sur 10 sont donc expulsés ! L'indulgence des juges est particulièrement condamnable en cas d'actes sexuels avec des enfants : en effet, 66% des pédophiles étrangers condamnés peuvent rester en Suisse, avec la « bénédiction » des juges, et continuer ainsi à mettre nos enfants en danger !

Le statut S ne doit plus être octroyé à l'aveugle

Extrait du communiqué de presse du 20 mai 2022

Le groupe parlementaire fédéral UDC s'est réuni à Bâle en amont de la session d'été. Ce dernier a décidé de déposer des interventions relatives à l'octroi du statut de protection S aux réfugiés de guerre ukrainiens. Concrètement, l'UDC demande une limitation régionale du statut S. En outre, il demande de mettre un terme à l'utilisation abusive du statut S par les migrants en quête d'asile ; en effet, quelque 1000 personnes sans passeport ukrainien ont obtenu le statut S.

La gauche rose-verte a systématiquement affaibli l'armée suisse ces dernières années. Au regard de la situation sécuritaire profondément modifiée par la guerre en Ukraine, l'augmentation des moyens financiers et humains de l'armée est aujourd'hui urgente. Le groupe UDC soutient à l'unanimité le « Message sur l'arme 2022 (22.005) » tout comme la « Motion Salzmann 22.3034 : augmenter les dépenses et l'effectif de l'armée ». Concernant le F-35A, le groupe UDC se montre favorable à ce que le Conseil fédéral signe les contrats d'achat immédiatement, ou au plus tard à l'expiration du délai d'offre le 31 mars 2023.



La sécurité commence aux frontières nationales. L'UDC rend visite aux collaborateurs des douanes suisses à Bâle.

Extrait du communiqué de presse du 21 mai 2022

Afin de s'informer à la source sur le travail et les défis à la frontière, le groupe parlementaire fédéral UDC a rencontré vendredi soir à Bâle la direction de l'OFDF et les collaborateurs de la Douane Nord, qui assurent la sécurité aux points de passage de la frontière avec la France et l'Allemagne. Ils ont notamment montré aux membres du groupe parlementaire fédéral UDC ce à quoi ils sont confrontés au quotidien, au moyen d'exemples pratiques. Lors de cette rencontre, le groupe UDC a également été informé sur l'avancée du programme DaziT, qui permettra de simplifier, d'optimiser et de numériser l'ensemble des processus douaniers, fiscaux et de contrôle d'ici 2026. Pour le président du groupe parlementaire UDC Thomas Aeschi, « la protection des frontières est centrale pour un pays souverain comme la Suisse ». Le récent oui populaire au projet Frontex le 15 mai dernier est certes à saluer dans la mesure où il permet de mieux protéger les frontières extérieures de l'UE, ce qui sert également les intérêts de la Suisse. Cela ne doit toutefois pas conduire à un nouveau démantèlement des frontières nationales. Toujours selon Thomas Aeschi, « la Suisse doit renforcer les contrôles à ses frontières nationales, car ce sont les Etats qui sont le plus à même de se protéger eux-mêmes. »

Au terme de la séance de ce jour, le Conseiller fédéral Ueli Maurer et le groupe UDC sont allés à la rencontre de la population et des représentants de la section locale de l'UDC sur la place Meret Oppenheim à Bâle. De nombreuses personnes intéressées ont participé et se sont entretenues avec nos élus, dans une atmosphère conviviale. La tentative de perturbation de cette rencontre pacifique par des milieux de gauche hostiles à la démocratie a tourné court grâce à l'intervention professionnelle de la police bâloise. L'UDC Suisse remercie les policières et les policiers pour leur précieux travail de protection des droits démocratiques fondamentaux.

Pour une Suisse sûre et tournée vers l'avenir

Extrait du communiqué de presse du 25 mai 2022

L'UDC, le PLR et Le Centre s'engagent à ce que notre avenir ne fasse pas l'objet d'expériences dangereuses. C'est la raison pour laquelle nous soutenons la réforme de la prévoyance vieillesse, la réforme de l'impôt anticipé et rejetons l'initiative sur l'élevage intensif.

Depuis 25 ans, les diverses réformes de l'AVS sont bloquées. Celle de la prévoyance vieillesse (AVS 21) parvient à moderniser et à stabiliser le 1er pilier sans réduire les rentes. Les mesures structurelles proposées, telles que l'harmonisation et la flexibilisation de l'âge de référence des femmes et des hommes, ou les mesures financières, comme l'augmentation de la TVA de 0,4%, permettront de garantir une prévoyance vieillesse fiable et solide. Ainsi, les générations futures pourront encore bénéficier d'une rente AVS lorsqu'elles atteindront l'âge de la retraite.

La réforme de l'impôt anticipé permettra d'améliorer les conditions de financement par emprunt obligataire en diminuant leur coût par l'abolition du prélèvement de l'impôt anticipé. Le système actuel pénalise les entreprises suisses, la Confédération et les cantons, car les bailleurs de fonds étrangers ne sont pas prêts à accorder de financement aux conditions onéreuses de l'impôt anticipé.

L'initiative sur l'élevage intensif vise à inscrire dans la Constitution les exigences de labels privés bio dans l'élevage. La Suisse possède déjà, en comparaison internationale, l'un des catalogues d'exigences les plus stricts et les plus respectueux des animaux en ce qui concerne l'élevage et la production de produits d'origine animale. Nous nous opposons fermement à la pénalisation des producteurs et des consommateurs suisses par cette initiative extrême.

**Le Conseil fédéral doit enfin assurer l’approvisionnement énergétique**

Extrait du communiqué de presse du 7 juin 2022

Le groupe parlementaire fédéral UDC rejette le « parachute de secours » pour les entreprises énergétiques ; le Conseil fédéral doit garantir l’approvisionnement et non pas protéger les entreprises contre les risques de l’économie de marché. En outre, le groupe rejette tout aussi clairement le contre-projet indirect à l’initiative sur les glaciers ainsi que « l’initiative paysage ». Les exigences de la gauche rose-verte sont en effet trop extrêmes, insupportables financièrement et, dans le cas de l’initiative paysage, mettent en danger l’approvisionnement énergétique de la Suisse. Le groupe parlementaire UDC approuve à l’unanimité le maintien du projet du Conseil national concernant la réforme de la LPP.

Complètement invraisemblable : le Conseil des Etats dit non à la baisse des taxes sur l’essence ! Maintenant plus que jamais : soutenez le combat de l’UDC pour une baisse des prix des carburants !

Extrait du communiqué de presse du 13 juin 2022

Les prix de l’essence et du diesel ont augmenté d’environ 50 centimes par litre depuis janvier, entraînant des coûts supplémentaires pour les ménages privés, les familles et les entreprises. Ce sont avant tout les habitants des régions rurales, dépendants de l’automobile, qui sont impactés. Le reste de la population le ressent toutefois également, par la baisse de son pouvoir d’achat ; en effet, les prix élevés des carburants entraînent également une hausse des prix à la consommation. Au bout du compte, il reste toujours moins dans le porte-monnaie des personnes qui travaillent dur dans notre pays. Fait particulièrement choquant : la Confédération profite de

l'explosion des prix par le biais des impôts et des taxes. Plus de 90 centimes par litre d'essence ou de diesel sont versés à la Confédération.

Les Conseillers aux Etats des autres partis ont rejeté le paquet d'allègement budgétaire de l'UDC. Les représentants du Centre et du PLR avaient pourtant l'opportunité, avec l'UDC, de soulager la population suisse. Le refus des représentants des cantons ruraux est par ailleurs totalement incompréhensible, ce d'autant plus que les allègements profiteraient avant tout à leurs habitants qui dépendent de la voiture. Il ne reste plus qu'à espérer que le Conseil national, qui se prononcera le 16 juin sur le paquet d'allègement budgétaire de l'UDC, agisse cette fois-ci dans l'intérêt des habitants de la Suisse.

Les autres partis refusent de soulager les familles, la classe moyenne et les artisans. Maintenant plus que jamais : soutenez le combat de l'UDC pour une baisse du prix de l'essence !

Extrait du communiqué de presse du 16 juin 2022

Les prix des carburants explosent, les familles, la classe moyenne et l'artisanat en souffrent. De l'argent qu'ils gagnent durement, il en reste moins. Ce sont surtout les habitants des régions rurales, dépendants de l'automobile, qui paient la mobilité à prix fort. Ce qui est particulièrement choquant, c'est que l'Etat profite de l'explosion des prix à travers les impôts et les taxes : en effet, plus de 90 centimes par litre d'essence ou de diesel sont versés à la Confédération.

Les pays voisins directs de la Suisse ont d'ores et déjà baissé le prix de l'essence ; seule la Confédération reste totalement passive. C'est pourquoi l'UDC a demandé, lors d'une session extraordinaire le 13 juin au Conseil des Etats et le 16 juin au Conseil national, une baisse des taxes sur l'essence, le diesel et le mazout ainsi que des déductions fiscales plus élevées pour les pendulaires (max. 6'000.- francs au lieu de 3'000.- actuellement).

Manifestement, les autres partis se fichent les préoccupations de la population : après le Conseil des Etats, le Conseil national a également rejeté le paquet d'allègement budgétaire de l'UDC. Le refus des représentants des cantons ruraux est totalement incompréhensible. Le Centre et le PLR sont les principaux responsables de cette décision hostile aux citoyens, car ils auraient eu l'opportunité de soulager la population suisse, en collaboration avec l'UDC.

Allègement ciblé de la charge fiscale pesant sur la classe moyenne : le Conseil fédéral met en œuvre la proposition de l'UDC

Extrait du communiqué de presse du 22 juin 2022

Les prix augmentent massivement, notamment ceux de l'essence et du diesel, l'inflation fait fondre le pouvoir d'achat de la population suisse comme beurre au soleil. Une fois encore, c'est la classe moyenne qui en paie particulièrement les frais. L'UDC réclame donc avec insistance un allègement ciblé et réel des charges pesant sur la population suisse ; elle salue dès lors la mise en œuvre de la motion 17.3171 « augmentation des déductions forfaitaires de l'impôt fédéral direct destiné à compenser l'explosion des primes d'assurance-maladie » déposée par le Conseiller national UDC Jean-Pierre Grin (VD).

Les autres partis, en revanche, souhaitent encore davantage de mécanismes de redistribution socialiste sur le dos des contribuables. Lors de la session d'été, la majorité de centre-gauche du Parlement (PS, Les Verts, Vert'libéraux et Le Centre) ainsi que quelques soutiens isolés du PLR ont décidé d'augmenter les dépenses annuelles pour la réduction des primes d'assurance maladie de 2.2 milliards de francs. Cette redistribution financée par une hausse des impôts et des dettes est un leurre : ce que les autres partis présentent comme « un renforcement du pouvoir d'achat » n'est en réalité qu'une nouvelle ponction dans le porte-monnaie de la classe moyenne qui travail dur et qui, au final, devra s'acquitter de la douloureuse.



Renforcer enfin la production agricole et donc sécuriser l'approvisionnement alimentaire !

Extrait du communiqué de presse du 1 juillet 2022

La « recette miracle » de la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral n'est pas un scoop. Comme pour la pénurie d'électricité provoquée par une politique énergétique idéaliste étriquée, le Conseil fédéral mise là aussi sur un renoncement à la politique agricole, qu'il a détournée de son but. Après avoir payé pendant des années, à grands renforts d'argent public, pour compter les papillons, le taux d'approvisionnement alimentaire a chuté à un niveau historiquement bas. Les décisions prises par le Conseil fédéral le 13 avril vont encore rabaisser le niveau de production de denrées alimentaires locales. Malgré le « NON » clair et net de la population aux deux initiatives agricoles, le Conseil fédéral veut, par ses décisions, transformer la Suisse en pays bio et limiter la liberté de choix des consommateurs.

L'UDC s'oppose fermement à l'orientation du Conseil fédéral en la matière. En Suisse, nous disposons des meilleures conditions pour produire de la viande et d'autres denrées alimentaires sur le plan régional. Que fait le gouvernement fédéral ? Il table sur le renoncement et la mise sous tutelle et soumet notre pays à une plus forte dépendance des importations de denrées alimentaires via des objectifs qui vont à l'encontre du principe d'autosuffisance. Tout cela dans un contexte international tendu, en raison de la guerre en Ukraine de laquelle découle une crise alimentaire mondiale, menaçant le monde d'une grande famine.

Echec du système d'asile : Madame la Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, il est temps d'agir !

Extrait du communiqué de presse du 15 juillet 2022

L'immigration de masse se poursuit. Outre la libre circulation des personnes, c'est le système d'asile totalement obsolète qui en est la cause. Rien que depuis janvier 2022, ce sont quelque 8'532 nouvelles demandes d'asile qui ont été déposées en Suisse et ce chiffre devrait plus que doubler d'ici la fin de l'année. Bien qu'une majorité de ces demandeurs d'asile soient des migrants économiques ayant atteint nos

frontières grâce à des passeurs criminels via des pays tiers sûrs, ces derniers peuvent généralement rester durablement en Suisse et vivre aux frais de la collectivité. Les chiffres de l'asile mais aussi ceux de l'immigration de manière générale explosent : d'ici la fin de l'année, nous devons nous attendre à plus de 200'000 arrivées supplémentaires dans notre petit pays.

Alors que les personnes en provenance d'Ukraine sont de véritables réfugiés de guerre qui ont besoin d'une protection temporaire, la majorité des migrants en quête d'asile sont à la recherche d'opportunités. Le bancal système d'asile suisse permet à la quasi-totalité de ces migrants de rester ici et de vivre durablement, aux frais de la collectivité. Aux yeux de l'UDC, le système d'asile actuel a échoué.

Crise énergétique : tout se déroule avec succès selon le plan secret de la gauche rose-verte

Extrait du communiqué de presse du 21 juillet 2022

Avant la guerre en Ukraine, une pénurie d'électricité était déjà considérée comme l'une des plus sévères menaces pour la Suisse. Si notre pays fonce droit vers une catastrophe électrique, c'est à cause de la politique énergétique de la gauche rose-verte, complètement déconnectée de la réalité. L'UDC avait émis des mises en garde face aux problèmes d'approvisionnements et des coûts excessifs avant la votation sur la Stratégie énergétique 2050, dont l'échec est aujourd'hui manifeste. Les autres partis nous avaient alors rit au nez. Aujourd'hui, toutefois, plus personne ne rit : l'énergie et l'électricité se raréfient et dès le mois d'octobre, la Suisse risque de plonger dans le froid et l'obscurité, et ce non sans graves conséquences pour tous. Une pénurie d'électricité est synonyme de chaos, de pauvreté, de faim, de froid et de mort.

Cette situation exceptionnelle requiert la tenue d'un sommet extraordinaire début août 2022. L'UDC Suisse demande au Conseil fédéral de convier les partis politiques, les fournisseurs d'énergie et les associations économiques, de présenter un plan de mesures clair pour garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse, à court terme pour cet hiver comme à long terme pour l'avenir.

Stop au chaos de l'asile : le comité de parti de l'UDC Suisse met sur pied un groupe de travail

Extrait du communiqué de presse du 19 août 2022

La situation irrégulière notamment pèsent excessivement lourd sur notre pays et le fonctionnement de notre société. L'accueil de migrants économiques en provenance de la quasi-totalité des continents coûte des milliards de francs d'argent public, que cela soit à la Confédération, aux cantons ou aux communes. En outre, l'immigration liée à l'asile a pris une ampleur telle qu'elle modifie la structure même de la population de notre pays, au point de remettre en question des valeurs telles que la démocratie, la tolérance, les traditions ancestrales, la cohabitation, la sécurité publique et même l'autorité de l'Etat.

L'amalgame fatal entre les notions « d'aide » et « d'accueil » dans la politique d'asile actuelle nous a conduit face à une immigration de masse en quête d'asile au sein de notre système social bien développé. Il est urgent de changer de cap ; il n'est pas acceptable que chaque migrant en situation irrégulière puisse tout simplement rester en Suisse et vivre aux frais de la collectivité. Lors de sa réunion à Baar (ZG), le comité de l'UDC Suisse a dès lors unanimement décidé de mettre sur pied un groupe de travail, piloté par les Conseillers nationaux Gregor Rutz et Andreas Glarner, pour une politique d'asile moderne et contre la migration d'asile néfaste en Suisse.

Après la séance, le comité de parti de l'UDC Suisse et les Conseillers fédéraux UDC Ueli Maurer et Guy Parmelin sont allés à la rencontre de la population au centre-ville de Baar, dans une ambiance conviviale agrémentée de saucisses et de bière.



Pas d'interdiction de technologie : La Suisse doit pouvoir construire de nouvelles centrales nucléaires le plus rapidement possible !

Extrait du communiqué de presse du 20 août 2022

La Suisse est menacée par une crise énergétique d'une ampleur sans précédent. Dès cet hiver, nous pourrions manquer de gaz et, pire encore, d'électricité. Cela aurait des conséquences catastrophiques pour tous les habitants de notre pays. Une pénurie d'électricité menace nos moyens de subsistance. Une pénurie d'électricité est synonyme de chaos, de pauvreté, de faim, de froid et de mort. La raison de cette crise est la politique énergétique idéologique de la gauche rose-verte complètement ratée, qui mise encore sur la Stratégie énergétique 2050 qui a pourtant manifestement échoué. Lors de leur assemblée à Baar (ZG), les délégués de l'UDC Suisse se sont penchés sur la question de savoir comment maîtriser la crise énergétique à court terme et comment garantir un approvisionnement énergétique sûr et abordable à moyen et long terme.

Les délégués de l'UDC Suisse ont pris position en vue des votations du 25 septembre prochain :

- OUI à la « Financement additionnel de l'AVS par un relèvement de la TVA »
- OUI à la « Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21) »
- NON à l'initiative « Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif) »

Pour des raisons de temps et parce que le projet n'est pas contesté, le comité du parti a décidé à l'unanimité et de manière définitive, avant l'assemblée des délégués, de dire OUI à la réforme de l'impôt anticipé.

Non au contre-projet à l'initiative sur les glaciers ; les erreurs de la Stratégie énergétique 2050 ne doivent pas se reproduire

Extrait du communiqué de presse du 3 septembre 2022

Le contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers exige l'abandon complet des énergies fossiles, sans avoir la moindre idée de la manière dont nous pourrions remplacer le pétrole et le gaz à l'avenir. Une telle décision aurait des conséquences désastreuses pour notre pays, particulièrement au regard de la crise énergétique que nous traversons. Les erreurs de la Stratégie énergétique 2050 ne doivent pas se reproduire. Lors de sa réunion à Lugano (TI), le groupe parlementaire fédéral UDC a unanimement décidé de rejeter le contre-projet indirect.

La situation de l'approvisionnement alimentaire de la population suisse est préoccupante. A ce jour, le taux d'autosuffisance alimentaire de notre pays est à peine supérieur à 50%. Concrètement, cela signifie qu'en cas de crise majeure, nous ne pouvons nourrir qu'une personne sur deux.

Parallèlement, l'immigration de masse se poursuit : rien que cette année, ce sont plus de 200'000 personnes qui risquent d'arriver dans notre pays. L'une des principales causes de cet appel d'air est l'accueil généreux des réfugiés de la guerre en Ukraine, qui bénéficient du statut de protection « S ». L'UDC demande à la Confédération l'élaboration de solutions pour supprimer ce statut. La loi sur l'asile prévoit en effet que les Ukrainiens au bénéfice de ce statut S bénéficient automatiquement d'un permis de séjour B après 5 ans en Suisse. Nombreux sont ceux qui y resteront donc. Comme la guerre en Ukraine risque de durer encore longtemps, il faut poser dès maintenant les jalons de la politique d'asile. La manière dont on traite les Ukrainiens arrivant en Suisse en provenance de pays voisins de l'Ukraine doit aussi être réglée. Parallèlement, la situation s'aggrave pour avec les autres demandeurs d'asile : depuis des mois, les douanes enregistrent un nombre croissant de migrants, en provenance notamment d'Afrique du Nord.

Le Conseil fédéral met en péril la sécurité de la Suisse

Extrait du communiqué de presse du 7 septembre 2022

Avec le rapport sur la politique de sécurité adopté ce jour, le Conseil fédéral ouvre la porte à un rapprochement avec l'OTAN. L'UDC s'y oppose avec véhémence : cela n'est pas compatible avec la neutralité et met en péril la sécurité de la Suisse.

L'UDC demande au Conseil fédéral de revenir immédiatement à la neutralité armée perpétuelle telle qu'elle est inscrite dans notre Constitution. En outre, la capacité défensive de la Suisse doit être pleinement rétablie, afin d'assurer la neutralité armée et de protéger notre pays et ses habitants contre de potentielles attaques ennemies. L'UDC s'oppose fermement à une orientation plus marquée de la politique de sécurité et de défense de la Suisse vers une coopération internationale, que cela soit avec l'OTAN ou l'UE (PESCO).

Pénurie d'électricité : comment la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga (PS) augmente-t-elle la production nationale ? L'UDC demande des réponses !

Extrait du communiqué de presse du 13 septembre 2022

En 2017, le peuple a accepté la Stratégie énergétique 2050 idéologique de la gauche rose-verte sous de fausses promesses. L'UDC avait alors mis en garde contre l'explosion des coûts et les pénuries, des craintes qui se sont aujourd'hui concrétisées. Le groupe UDC demande des réponses au Conseil fédéral via une interpellation urgente lors de la session d'automne en cours. Elle souhaite notamment savoir ce que le Conseil fédéral entreprend pour augmenter la production d'électricité nationale à court terme et si le Conseil fédéral soutient la proposition de Markus Blocher ; ce dernier a récemment demandé dans les médias que des groupes électrogènes de secours fonctionnant au diesel soient mis en service en permanence par des entreprises privées afin d'éviter la pénurie qui menace. Ces groupes pourraient produire autant d'électricité que la centrale nucléaire de Gösgen.

Stopper la politique d'endettement du centre-gauche

Extrait du communiqué de presse du 14 septembre 2022

Le budget fédéral est déséquilibré. Au cours des 30 dernières années, les dépenses ont presque triplé, passant de 31.6 milliards de francs (1990) à 87.8 milliards de francs (2020). Même en faisant abstraction des mesures Covid qui coûtent des milliards, cette évolution est dramatique ; l'État croît beaucoup plus vite que l'économie. Et cette tendance négative devrait encore s'accroître. Les conséquences de la forte augmentation de la dette due à la politique Covid du Conseil fédéral pèseront encore pendant des décennies sur les contribuables suisses. Parallèlement, les habitants de la Suisse doivent payer cher les manquements et les utopies de la politique ratée de la gauche rose-verte, par exemple dans la crise actuelle de l'énergie et de l'électricité. Mais cette politique coûte également cher à la population suisse en termes de sécurité alimentaire et de défense nationale, sans parler de l'augmentation constante des dépenses sociales, de loin le poste budgétaire le plus important de la Confédération.

Ce n'est qu'en retrouvant le sens de la mesure au niveau budgétaire que la population et l'économie disposeront de la marge de manœuvre nécessaire à leur épanouissement, condition sine qua non pour que nous puissions continuer à vivre dans un pays prospère. Nous en profiterons tous : une charge fiscale supportable signifie plus d'argent pour vivre. Une place industrielle suisse compétitive garantit des emplois. Et une stabilité financière durable garantit que nos œuvres sociales seront encore là pour nos enfants et petits-enfants.



Échec de la politique énergétique : l'UDC demande un coup de frein et la garantie de l'approvisionnement énergétique

Extrait du communiqué de presse du 16 septembre 2022

Avec son message sur la révision de la loi sur le CO₂, le Conseil fédéral poursuit son aveuglement idéologique en matière de politique énergétique. La nouvelle loi doit remplacer les mesures limitées à 2025 et prévoit des interventions massives dans les domaines des transports, de l'aviation, des bâtiments, etc.

Face à la menace d'une pénurie d'électricité, l'UDC demande que l'application des valeurs cibles renforcées en matière de CO₂ soit reportée. Au lieu de poursuivre sa stratégie énergétique de l'échec, le Conseil fédéral doit garantir en toute priorité l'approvisionnement électrique et énergétique ; à ce titre, les programmes d'encouragement à l'électrification (mobilité, chauffage) doivent être suspendus.

Le groupe parlementaire UDC propose au comité du parti le lancement d'un référendum contre le contre-projet à l'initiative sur les glaciers

Extrait du communiqué de presse du 20 septembre 2022

La Stratégie énergétique 2050 a été acceptée par le peuple en 2017 grâce à de fausses promesses. L'UDC avait déjà averti à l'époque que cette stratégie idéologique de la gauche rose-verte entraînerait une hausse massive des coûts et une pénurie d'électricité et c'est ce qui s'est produit aujourd'hui : Aujourd'hui, les prix explosent et nous sommes confrontés au premier hiver où nous risquons de manquer d'électricité. Les sources d'électricité alternatives et les capacités de stockage ne sont pas disponibles en suffisance.

L'initiative sur les glaciers et le contre-projet indirect prétendent que nous, en Suisse, pouvons sauver les glaciers, les ours polaires et même le monde. En réalité, le contre-projet donne au Conseil fédéral les pleins pouvoirs pour atteindre l'objectif zéro net d'ici 2050 par le biais d'ordonnances. De facto, cela revient à interdire les énergies fossiles et ce sans savoir préalablement comment remplacer le pétrole et le gaz, nous

menant droit vers une nouvelle pénurie et donc à un renchérissement de l'électricité et de l'énergie.

De même, des centaines de milliards de coûts, de prescriptions, d'interdictions, de contraintes et de nouvelles taxes s'imposeront à nous tous. Muni de ce pouvoir, le Conseil fédéral pourra décréter des prescriptions contraignantes pour l'isolation des façades et des toits des vieilles maisons, l'interdiction des moteurs diesel et essence et bien d'autres choses encore.

Baissons maintenant les prix de l'énergie et renforçons le pouvoir d'achat !

Extrait du communiqué de presse du 21 septembre 2022

L'explosion des prix tous azimuts place de nombreux ménages et entreprises dans une situation existentielle difficile. Le groupe UDC s'y oppose et dépose aujourd'hui des interventions identiques au Conseil national et au Conseil des États lors des sessions extraordinaires qu'il a demandées, ayant toutes pour objectif de réduire les charges de la population et de l'économie et de renforcer le pouvoir d'achat. Parallèlement, l'UDC se bat pour que la sécurité de l'approvisionnement alimentaire soit garantie. Nos agriculteurs ne doivent pas compter encore plus de papillons, mais produire des denrées alimentaires saines et locales face à la guerre en Europe et à la menace d'une famine mondiale.

Le statut de protection S est un autre objet des sessions extraordinaires. Le Conseil fédéral s'attend à ce que jusqu'à 120 000 personnes supplémentaires entrent dans le processus d'asile cette année. Cela implique des charges énormes à tous points de vue. En outre, l'accueil forfaitaire des personnes déplacées par la guerre en Ukraine recèle un grand potentiel d'abus.

Aggraver la crise énergétique ? NON à la décroissance électrique !

Extrait du communiqué de presse du 30 septembre 2022

Pénurie d'électricité, blackouts, explosion des prix, toujours moins d'électricité et des coûts dépassant largement les 300 milliards de francs : telles sont les conséquences désastreuses de la loi utopique de la gauche rose-verte adoptée par la majorité de centre-gauche du Parlement. Sous le nom lénifiant et trompeur de « loi fédérale sur les objectifs de la protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique », la réalisation de l'objectif net zéro carbone d'ici 2050 est inscrite dans la loi. En clair, cela signifie que le mazout, l'essence, le diesel et le gaz seront interdits. Le chauffage et la conduite automobile ne seront possibles qu'avec de l'électricité. Tout ceci augmentera massivement la consommation d'électricité dans notre pays alors qu'aujourd'hui, nous ne savons pas d'où nous pouvons nous approvisionner en électricité. Vu gravité de la situation, le peuple doit donc avoir le dernier mot : c'est pourquoi le Comité du parti de l'UDC Suisse a décidé à l'unanimité de lancer un référendum contre cette loi décroissante.

L'UDC remercie le conseiller fédéral Ueli Maurer pour son formidable engagement en faveur de notre pays et de notre population

Extrait du communiqué de presse du 30 septembre 2022

Le 30 septembre 2022, le conseiller fédéral Ueli Maurer a quitté ses fonctions de conseiller fédéral au 31 décembre 2022, après 14 ans de mandat. Élu au Conseil fédéral par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) le 10 décembre 2008, il a été chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2015 et chef du Département fédéral des finances (DFF) du 1er janvier 2016 jusqu'à sa démission. En 2013 et 2019, il a présidé le Conseil fédéral.

Après des années de démantèlement, Ueli Maurer a lancé au DDPS un vaste débat sur les lacunes de notre armée à l'époque. Il a ainsi réussi à inverser la tendance et à augmenter les moyens à disposition d'environ 1 milliard de francs. Il a réintroduit un concept de mobilisation valable, a lancé un grand nombre de projets d'acquisition et a ainsi permis d'améliorer considérablement l'équipement et la capacité d'engagement des troupes.

Au DFF, Ueli Maurer a veillé à une utilisation responsable de l'argent des contribuables grâce à une politique financière économe. Pendant la crise pandémique, il a assuré la survie de nombreuses PME et donc le maintien de dizaines de milliers d'emplois grâce à un programme de crédit de cautionnement mis en place rapidement. Entre-temps, il avait réglé la réduction de la dette covid en respectant le frein à l'endettement. Le conseiller fédéral Maurer a à nouveau exhorté le Parlement à respecter le frein à l'endettement et à ne pas décider de nouvelles dépenses de manière irresponsable.

Au sein du Conseil fédéral, Ueli Maurer a été le moteur essentiel de la numérisation dans l'administration et entre la Confédération et les cantons. Pour renforcer la cyberdéfense, il a initialisé un office fédéral de la cybersécurité. Sur le plan international, Ueli Maurer a obtenu pour la Suisse une participation permanente au G20 et a fait de notre pays une nation de premier plan grâce à une réglementation juridique rapide du domaine de la fintech et de la technologie blockchain.

L'UDC Suisse regrette vivement la démission d'Ueli Maurer. Elle le remercie pour son grand et infatigable engagement de longue date en faveur de notre pays et de notre population et lui souhaite le meilleur pour la suite.



Aggraver la crise énergétique ? L'UDC lance un référendum contre la loi sur le gaspillage de l'électricité

Extrait du communiqué de presse du 11 octobre 2022

La « loi fédérale sur les objectifs de la protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique » a une « portée conséquente sur notre pays », déclare le président du parti Marco Chiesa lors de la conférence de presse du 11 octobre à Berne. C'est pourquoi le peuple doit avoir le dernier mot. La dernière « erreur de politique énergétique du centre-gauche » est « un poison pour notre économie, pour notre prospérité et pour les habitants de la Suisse ». Mais elle est aussi « nuisible à la démocratie » : « La loi est une procuration générale pour le Conseil fédéral ; le peuple n'aura plus rien à dire. »

Le Conseiller national Michael Graber, président du comité référendaire, critique le fait que l'objectif « zéro net » visé d'ici 2050 signifierait au moins un doublement de la consommation actuelle d'électricité. Le titre « loi sur le gaspillage de l'électricité » résume donc bien le problème principal. Il se réjouit que les anciens Conseillers nationaux Hans Egloff et Hans-Ulrich Bigler, deux personnalités connues dans toute la Suisse qui occupent également des postes clés dans des associations importantes, s'engagent dans la coprésidence. Il a également reçu des signaux positifs de la part de représentants du PLR.

« Nous avons déjà trop peu d'électricité aujourd'hui et avec la loi sur le gaspillage d'électricité, nous aggraverons encore massivement cette situation déjà catastrophique », résume le président du parti Marco Chiesa. Il faut absolument éviter cela, avec le référendum contre la loi aussi dangereuse que nuisible sur le gaspillage de l'électricité. »

Seule l'UDC met un terme à l'immigration massive (de requérants d'asile) et au pillage de nos institutions sociales

Extrait du communiqué de presse du 21 octobre 2022

Les immigrants en quête d'asile pèsent sur notre pays et la cohésion sociale. D'ici fin 2022, la Confédération prévoit 22'000 nouvelles demandes d'asile ainsi que l'accueil de 120'000 Ukrainiens supplémentaires. En comptant l'immigration issue de la libre circulation des personnes et en provenance de pays tiers, jusqu'à 240'000 personnes viendront dans notre petit pays rien que cette année ! Ils ont tous besoin d'un logement, utilisent les routes ou les transports publics et – ce qui est aggravant à l'heure actuelle, de l'électricité. Naturellement, ils consomment de l'électricité et compliquent d'autant plus la crise. Enfin, il faut rappeler que l'immigration liée à l'asile coûte des milliards aux contribuables suisses.

Elections fédérales 2023 : s'opposer à la gauche rose-verte qui démolit la Suisse !

Extrait du communiqué de presse du 22 octobre 2022

Un an jour pour jour avant les élections fédérales, les délégués de l'UDC se sont réunis à Lucerne dans une très belle ambiance et avec une motivation sans faille. « Oui à un avenir sûr et libre – Non aux douches froides et aux troubles sociaux », tel a été le slogan. Il s'agit en 2023 d'empêcher un nouveau glissement vers la gauche, a souligné le président du parti Marco Chiesa. Sinon, c'en est fini de notre prospérité, de notre liberté et de notre indépendance : « La politique rose-verte est une politique suicidaire : elle démolit tout ce qui fait le succès de la Suisse ». Il n'y a pas assez de temps pour faire un bilan complet de cette « politique rose-verte catastrophique ». La politique rose-verte, c'est moins d'énergie et d'électricité, moins de prospérité, l'appauvrissement, des charges fiscales écrasantes, la mise sous tutelle des citoyens et des interdictions, l'asile pour tous et une Suisse à 10 millions d'habitants. Sans oublier les sottises telles que la théorie du genre, la dictature du politiquement correct et la folie des toilettes non-genrées. « Notre pays libre va à vau-l'eau si nous ne parvenons pas à stopper l'avancée de la gauche et des Verts », a averti Marco Chiesa.

Le point culminant de l'assemblée des délégués a été l'allocution du conseiller fédéral sortant Ueli Maurer, qui est resté fidèle à sa réputation d'imperturbable gardien de la nation en matière de finances publiques et qui a suscité des applaudissements nourris de la part des délégués. La situation est tendue, a averti Ueli Maurer. L'immigration incontrôlée fait certes augmenter le produit intérieur brut, mais pas par habitant. Lors de la votation sur la Stratégie énergétique 2050, le Conseil fédéral était parti du principe que la Suisse compterait neuf millions d'habitants en 2050. « Nous atteindrons ce chiffre dès la fin 2022, soit 28 ans plus tôt ! » La situation financière est également sombre : « Nous avons entre-temps accumulé plus de 20 milliards de francs de dettes que nos enfants devront un jour payer », a déclaré Ueli Maurer. Mais cela n'intéresse pas les médias et celles et ceux qui s'indignent en permanence. En effet, certains milieux préfèrent polémiquer pendant des semaines sur sa déclaration selon laquelle il se moque de savoir si un homme ou une femme lui succédera, pourvu que cela soit l'un ou l'autre. « Cela met à nu la décadence de cette société ».

Election complémentaire au Conseil fédéral du 7 décembre 2022

Extrait du communiqué de presse du 24 octobre 2022

C'est donc une nouvelle étape qui débute : les partis cantonaux avaient jusqu'au vendredi 21 octobre pour annoncer leurs candidats pour l'élection de remplacement du conseiller fédéral Ueli Maurer.

Les candidatures suivantes ont été déposées – par ordre chronologique :

- Werner Salzmann, conseiller aux Etats (BE)
- Albert Röstli, conseiller national (BE)
- Heinz Tännler, conseiller d'Etat (ZG)
- Michèle Blöchliger, conseillère d'Etat (NW)
- Hans-Ueli Vogt, ancien conseiller national (ZH)

La commission de recherche, dirigée par l'ancien conseiller national Caspar Baader, peut maintenant se mettre au travail. Elle procède à l'audition de toutes les personnes annoncées et examine les candidatures. Cela concerne aussi les thèmes forts de l'UDC comme la neutralité et l'autodétermination de la Suisse, la grave crise de l'asile et de la migration, la sécurité de l'approvisionnement en énergie, l'allègement des charges pesant sur la classe moyenne et les entreprises et le renforcement de la production alimentaire suisse.

Le vendredi 18 novembre 2022, le groupe parlementaire se réunira à Hérémence (VS) pour décider de la proposition à soumettre à l'Assemblée fédérale.

Les terroristes climatiques bloquent les routes en toute impunité !

Extrait du communiqué de presse du 2 novembre 2022

Ces bons à rien empêchent la population active de se rendre au travail. Les artisans ne peuvent pas se rendre sur leurs chantiers, les fournisseurs ne peuvent pas livrer leurs clients. Même les ambulanciers ne peuvent pas remplir leur mission ; en Grande-Bretagne, 2 personnes sont mortes à cause de ces blocages. Faut-il en arriver là dans notre pays ?

La complaisance médiatique conduit à qualifier ces personnes « d'activistes climatiques », minimisant de fait la réalité. Car ces personnes sont bel et bien des terroristes climatiques, qui menacent notre liberté et notre sécurité. Des mouvements extrémistes radicaux (financés notamment depuis l'étranger) tels qu'Extinction Rebellion et Renovate Switzerland veulent renverser l'ordre libéral et démocratique de notre pays. Parmi eux, une professeure de l'Université de Lausanne, payée par l'argent des contribuables, s'est aussi distinguée en se collant les mains sur une autoroute récemment.

Face à cela, que se passe-t-il ? Rien du tout. La police doit attendre que les ambulanciers soient sur place, le trafic à l'heure de pointe aussi. Les plus farouches « activistes » climatiques se moquent bien de notre système judiciaire laxiste, tout comme le font d'ailleurs les migrants illégaux. Cette situation doit être corrigée, sinon, ce sont les politiciens et les tribunaux inactifs qui devront répondre de la situation si cette dernière dégénère parmi les usagers de la route.

Le Conseil fédéral ouvre la voie à une nouvelle vague incontrôlée de requérants d'asile

Extrait du communiqué de presse du 9 novembre 2022

En août encore, le Conseil fédéral répondait à la motion de l'UDC « Procédure d'asile normale plutôt que statut S pour les personnes provenant de l'ouest, du centre et du nord de l'Ukraine », en déclarant que « la proposition de mener des procédures d'asile régulières pour les personnes originaires de certaines régions d'Ukraine, actuellement sans guerre, entraînerait en outre une surcharge de la procédure d'asile et irait ainsi à l'encontre de l'objectif du statut de protection S, qui est d'alléger les procédures d'asile. » La Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter (PLR) ne se soucie manifestement pas du fait que les centres de requérants d'asile sont de facto pleins et se contente de transmettre les migrants aux cantons. Là-bas, il faut ouvrir des installations de protection civile, fermer des gymnases pour les écoles et le sport et, si le flux de migrants économiques ne se tarit pas, construire des lotissements de containers et des villages de tentes.

Rien que cette année, notre petit pays va s'agrandir de plus de 200'000 personnes. La moitié d'entre eux vivra aux dépens de la population suisse qui travaille et paie des impôts. L'expérience le montre : Pour les personnes en quête de protection, le taux d'aide sociale est de 90% ; pour les réfugiés, même après cinq ans en Suisse, il est de 85%. Une fois de plus, c'est la classe moyenne qui travaille dur qui doit payer.



Les mariages forcés soutenus par l'Etat ne doivent pas rester sans conséquences !

Extrait du communiqué de presse du 18 novembre 2022

Le fait que des contenus potentiellement dangereux pour la jeunesse soient diffusés et que des mariages forcés soient célébrés dans des locaux financés de facto par l'État, comme la Maison des religions de la ville de Berne, est un scandale et un affront pour les citoyens suisses. L'UDC exige que les éventuels contrats de location ainsi que tous les éventuels contrats de prestations (financés par l'argent des contribuables) au bénéfice des responsables soient résiliés. Comme mesure immédiate, il faut interdire immédiatement de célébrer des mariages cérémoniels dans la « Maison des religions » jusqu'à ce que les abus commis sur des femmes et des jeunes filles (mariages forcés), relayés par la presse, aient été entièrement élucidés. L'imam responsable de l'exécution des mariages forcés doit en outre être expulsé de la Suisse. Le conflit culturel est manifestement intenable et garder cet imam en Suisse n'est pas acceptable pour notre société.

Les coûts de la Maison des religions se sont élevés à environ 10 millions de francs, financés en grande partie par le canton de Berne, le fonds de loterie, la ville de Berne ainsi que la bourgeoisie de Berne. L'UDC attend des collectivités publiques concernées qu'elles se distancient immédiatement et clairement de ces mariages forcés. En outre, des mesures appropriées doivent être mises en œuvre sans délai afin de garantir la protection des mineurs et des femmes. L'imam responsable, qui a étudié dans des universités islamiques en Syrie, en Tunisie et en Arabie saoudite et qui a jusqu'à présent fait de la publicité pour un « islam modéré », est sommé de rendre publics les processus d'embauche et de travail, le financement ainsi que le contrôle

de gestion de l'association et de faire connaître publiquement des propositions concrètes d'amélioration.

Il faut enfin s'opposer fermement cette tolérance de fortune au nom du naïf mouvement woke de gauche rose-verte.

Election complémentaire du Conseil fédéral : le groupe parlementaire fédéral UDC présente un ticket double avec Albert Rösti et Hans-Ueli Vogt

Extrait du communiqué de presse du 18 novembre 2022

Le groupe parlementaire fédéral UDC a suivi la recommandation du comité du groupe et s'est prononcé pour un ticket à deux lors de sa réunion à Hérémence (VS). Albert Rösti a été nommé au premier tour de scrutin par 26 voix (majorité absolue de 25 voix). Par 26 voix contre 25, Hans-Ueli Vogt s'est imposé face à Werner Salzmann et a également été nommé à l'attention de l'Assemblée fédérale unifiée. Celle-ci élira le 7 décembre 2022 un remplaçant au Conseiller fédéral Ueli Maurer, qui quittera ses fonctions à la fin de l'année.

Avec Albert Rösti et Hans-Ueli Vogt, l'UDC présente à l'Assemblée fédérale deux candidatures exceptionnelles. Tous deux sont intègres, ont une forte capacité de direction et disposent d'un parcours politique et professionnel remarquable. Les deux candidats s'identifient également aux thèmes centraux du parti.

Notre pays est confronté à de grands défis. La sécurité de l'approvisionnement est menacée, la pénurie d'électricité prédite depuis longtemps par l'UDC est une réalité et notre petit pays enregistre un nombre record d'immigrés. La pression de l'étranger sur notre neutralité augmente également.

En ces temps difficiles, le Conseil fédéral a besoin de personnalités qui s'engagent résolument pour le bien de la Suisse et de ses habitants, qui sont capables de faire une analyse de la situation dans chaque département et en tant que membre de l'exécutif, de prendre les bonnes décisions et de les faire appliquer.

La Confédération s'endette à nouveau à coups de milliards. Seule l'UDC se bat pour le respect du frein à l'endettement : pas d'argent pour les profiteurs de l'asile et fin des privilèges exorbitants des employés de la Confédération.

Extrait du communiqué de presse du 19 novembre 2022

Depuis la pandémie de Covid-19, le budget fédéral est définitivement devenu un « buffet self-service » pour la majorité de centre-gauche. Cette politique financière irresponsable se retournera inéluctablement contre elle, car les dépenses d'aujourd'hui sont les impôts de demain. Nous nous devons pourtant, pour les contribuables et les générations futures, de gérer l'argent public avec parcimonie.

Malheureusement, seule l'UDC veut stopper la croissance des dépenses. La majorité de centre-gauche continue à dépenser sans compter l'argent des contribuables : immigration démesurée, profiteurs de l'asile venus du monde entier, contre-projets à l'initiative sur les glaciers et à l'initiative sur la baisse des primes, transports publics et accueil extra-familial pour enfants, autant de charges supplémentaires qui se chiffrent à coups de milliards. Qui doit payer ? Comme toujours, la classe moyenne et la population qui travaille dur.

Pas de compromis scabreux ; il faut enfin être clair avec l'UE !

Extrait du communiqué de presse du 22 novembre 2022

Comme l'ont rapporté les médias, la négociatrice en chef Livia Leu s'est mise d'accord sur « une compréhension commune » d'une solution globale lors des entretiens exploratoires avec l'UE. Cela ressemble à des compromis scabreux négociés au détriment de la Suisse en termes de règlement des différends, de reprise automatique du droit et d'immigration.

L'UDC attend du Conseil fédéral qu'il cesse de négocier sur ces points après l'interruption des négociations sur l'accord institutionnel et qu'il clarifie enfin la situation vis-à-vis de l'UE : il n'y aura pas d'accord, quel qu'il soit, dans lequel la Suisse se soumettrait au droit et aux juges de l'UE.

Au vu de l'immigration record à laquelle nous faisons face (plus de 200'000 personnes supplémentaires arrivent en Suisse rien que cette année), il faut enfin mettre en œuvre la disposition constitutionnelle qui veut que la Suisse gère l'immigration de façon autonome. L'UDC demande au Conseil fédéral de clarifier enfin la situation et de remplacer la libre circulation des personnes par une solution de contingentement.

DÉCEMBRE

L'UDC s'engage en faveur de la concordance et choisit l'une des candidates socialistes officielles

Extrait du communiqué de presse du 6 décembre 2022

Pour remplacer la conseillère fédérale sortante Simonetta Sommaruga, le PS propose un ticket à 2, composé des conseillères aux Etats Elisabeth Baume-Schneider et Eva Herzog. Pour le groupe UDC, ni l'une ni l'autre ne sont des candidates idéales, toutes deux étant clairement de gauche ; elles se prononcent pour l'affaiblissement de la neutralité, l'assouplissement du frein à l'endettement et l'enchaînement de la Suisse à l'UE via un accord institutionnel. Les deux candidates socialistes ne sont pas non plus prêtes à mettre enfin en œuvre le mandat constitutionnel visant à limiter l'immigration excessive.

Le groupe UDC a discuté en détail des deux candidatures socialistes lors de sa réunion de ce jour. Il se prononce clairement en faveur de la concordance et de l'élection complémentaire des seules candidates officiellement proposées par le PS.



L'UDC félicite Albert Rösti, garant d'une politique orientée vers le bien de la Suisse et de ces citoyennes et ses citoyens, pour son élection au Conseil fédéral.

Extrait du communiqué de presse du 7 décembre 2022

Avec Albert Rösti au Conseil fédéral, l'UDC poursuit sans relâche sa responsabilité gouvernementale en cette période difficile marquée par les crises. Notre pays est sous pression de toutes parts, le modèle de réussite suisse est en danger. La crise de l'électricité et l'immigration massive notamment placent notre pays devant de grands défis. Avec Albert Rösti, le Conseil fédéral accueille, aux côtés de l'actuel représentant de l'UDC Guy Parmelin, une personnalité jouissant d'une large acceptation et qui s'engage clairement pour le bien de la Suisse et de sa population.

L'UDC souhaite à son nouveau conseiller fédéral un plein succès dans ses nouvelles fonctions !

Stopper l'aveuglement de la gauche rose-verte et tout entreprendre pour un approvisionnement énergétique sûr et abordable en Suisse

Extrait du communiqué de presse du 8 décembre 2022

Depuis 1995, le Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) est aux mains du centre-gauche : Dirigé jusqu'en 2010 par le conseiller fédéral socialiste Mortiz Leuenberger, jusqu'en 2018 par la conseillère fédérale du Centre Doris Leuthard et depuis 2019 par la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga, ce département est responsable de l'approvisionnement électrique et énergétique. Le bilan de leur politique teintée d'idéologie de gauche rose-verte est désastreux : notre pays se trouve face à une crise énergétique sans précédent. Mais au lieu de mettre enfin tout en œuvre pour une production nationale d'électricité suffisante en temps de crise, la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga a poursuivi jusqu'à la fin son aveuglement en termes de politique énergétique et s'est distinguée en lançant des appels plutôt embarrassants

dans le cadre des économies d'électricité plutôt qu'en développant la production nationale d'électricité, pourtant urgente et nécessaire.

Le changement à la tête du département permettra enfin de mettre un terme à l'aberrante politique énergétique qui prévalait jusqu'ici et d'assurer l'approvisionnement de la population et de l'économie en électricité indigène, en quantité suffisante et à un prix abordable. L'UDC est toutefois consciente que le nouveau chef du DETEC aura des travaux herculéens à accomplir, puisqu'il s'agira de briser des structures et des concepts figés depuis des décennies.

Il faut enfin stopper le flot de profiteurs de l'asile !

Extrait du communiqué de presse du 16 décembre 2022

D'ici la fin de l'année, la Confédération s'attend à 24'000 demandes d'asile supplémentaires. Il ne s'agit généralement pas de réfugiés, mais d'immigrés illégaux en quête de profits, passant par plusieurs pays tiers sûrs. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a à lui seul littéralement explosé au cours des 14 dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale s'élève à 34.6% ; en clair, un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité en Suisse.

Les conséquences de cette politique d'asile sont graves : trop de migrants en quête d'asile proviennent de cultures qui méprisent les femmes, sont ou deviennent criminels et sont peu voire pas formés ; bref, ils ne sont que peu, voire pas du tout intéressants, ce qui engendre des milliards de coûts pour nos œuvres sociales, notre système de santé, notre éducation ainsi que pour la police, la justice et l'exécution des peines.

Mais au lieu de mettre enfin un terme à ce flot de profiteurs de l'asile, le Conseil fédéral veut engager 140 civilistes et 500 militaires pour encadrer les demandeurs d'asile, les transporter ou gérer les centres d'hébergement. L'UDC s'y oppose fermement, car il s'agit là d'une lutte de façade ; on traite les symptômes sans s'attaquer aux maux. Si l'UE ne parvient pas à protéger les frontières extérieures malgré les milliards de francs qui lui sont versés, notre pays doit s'en charger lui-même. Si le Conseil fédéral fait appel à l'armée, ce sera donc pour protéger nos frontières nationales contre cette forme d'immigration néfaste.

2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC

Durant l'année sous revue, **les membres du groupe UDC au Parlement fédéral** ont déposé 275 questions pour l'heure des questions, 157 interpellations, 113 motions, 17 questions, 9 initiatives parlementaires et 8 postulats.

Au cours de l'année sous revue, **le groupe UDC** a déposé 22 motions, 5 interpellations et 1 initiative parlementaires.

L'aperçu complet des interventions peut être consulté sur Internet à l'adresse www.parlament.ch (Curia Vista, [base de données des objets parlementaires](#)) par groupe politique, par député, par date ou par thème.

2.1 Prises de position de l'UDC

En 2022, l'UDC a publié les **documents de fond** suivants :

- STOP à l'augmentation des dépenses et à la politique d'endettement de centre-gauche
- Le plan secret de la gauche rose-verte : Un confinement énergétique en hiver
- Mesures pour le rétablissement de la capacité défensive
- Etat des lieux de la politique de sécurité de la Suisse
- Principes de la politique Covid et position de l'UDC

Les prises de position peuvent être consultées sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Positions>[Documents de fond](#)).

2.2 Réponses à la consultation de l'UDC

En 2022, l'UDC a participé à **85 procédures de consultation** :

- Änderung der Kollektivanlagenverordnung (Limited Qualified Investor Fund, L-QIF)
- Verordnungsänderungen im Bereich des Bundesamts für Energie (BFE) mit Inkrafttreten am 1. Juli 2023
- 19.415 n Iv. pa. Arslan. Donner la parole aux jeunes. Le droit de vote dès 16 ans est un premier pas dans la vie politique active
- ENERGIE: Bewirtschaftungsmassnahmen Strom
- 19.464 n Iv. pa. Barrile. Regroupement familial. Supprimer toute discrimination subie en raison du droit interne
- Teilrevision Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten (TaPG)
- Verordnung des Bundesrats über die Mindestbesteuerung grosser Unternehmensgruppen (Mindestbesteuerungsverordnung, MindStV)
- Exercice du mandat parlementaire pendant le congé de maternité
- Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023
- Ausführungsrecht zum Informationssicherheitsgesetz
- Anlage von Freizügigkeitsgeldern der Auffangeinrichtung (Änderung des BVG)
- Obligationenrecht (Anpassung des Verzugszinssatzes)

- Änderung der Eigenmittelverordnung (Basel III final)
- Verordnung über die Mehrwertsteuer (elektronisches Verfahren)
- Mehrwertsteuergesetzes und Änderung der Verordnung über die Unternehmens-Identifikationsnummer
- Avant-projet de loi sur l'identité électronique et les autres moyens de preuve électroniques (loi sur l'e-ID)
- Verlängerung und Änderung der Verordnung über den Normalarbeitsvertrag für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Hauswirtschaft (NAV Hauswirtschaft)
- Fahrzeugvorschriften – Teilrevision von vier Verordnungen des Strassenverkehrsrechts
- Bericht zum Stand der Ausbauprogramme für die Bahninfrastruktur mit Änderungen an den Bundesbeschlüssen und zur Perspektive BAHN 2050
- Änderung des Bundesgesetzes über Regionalpolitik
- Revision der Maturitäts-Anerkennungsverordnung und der Verwaltungsvereinbarung über die Anerkennung von Maturitätszeugnissen
- Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)
- Parlamentarische Initiative: Ermöglichung von Doppelnamen bei der Heirat
- Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)
- Änderung der KVV und der KLV: Kostensenkende Massnahmen, Vergütung im Einzelfall und Massnahmen zur Erhöhung der Rechtssicherheit
- Änderung Betäubungsmittelsuchtverordnung (BetmSV)
- Bilaterales Abkommen zwischen der Schweiz und Indonesien über die Förderung und den Schutz von Investitionen
- Bundesbeschluss über einen Zusatzkredit für die Finanzierung von Vorhaben zur Erneuerung der strassenseitigen Autoverlade-Infrastruktur
- Verordnungsentwürfe zu Verboten und Verwendungsbeschränkungen sowie zur Kontingentierung im Bereich Gas
- Änderung des Nachrichtendienstgesetzes
- 21.403 n Iv. pa. CSEC-CN. Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles
- Finanzmarktinfrastrukturgesetz. Bestrafung im Fall von unwahren oder unvollständigen Angaben in öffentlichen Kaufangeboten
- Änderung der Aufsichtsverordnung (Aufsicht, Solvenz, gebundenes Vermögen, Verhaltensregeln und Versicherungsvermittlung)
- Bundesbeschluss über die Verpflichtungskredite ab 2024 für Beiträge an Massnahmen im Rahmen des Programms Agglomerationsverkehr
- Revision der Gewässerschutzverordnung 2023
- Bundesgesetz über die Bearbeitung von Flugpassagierdaten zur Bekämpfung von terroristischen und anderen schweren Straftaten
- Totalrevision der Stauanlagenverordnung sowie Ordnungsänderungen im Kernenergiebereich sowie im Anwendungsbereich des Elektrizitätsgesetzes mit Inkrafttreten Anfang 2023
- Genehmigung des Haager Gerichtsstandsübereinkommens
- Verordnung über die Berichterstattung über Klimabelange

- Umsetzung der Änderung vom 1. Oktober 2021 des EnG auf Verordnungsstufe und weitere Änderungen der Energieverordnung, der Energieeffizienzverordnung, der Energieförderungsverordnung und der Stromversorgungsverordnung mit Inkrafttreten Anfang 2023
- Teilrevision der Verordnung über die Versorgung der Bevölkerung mit Jodtabletten (Jodtabletten-Verordnung)
- Änderung der Verordnung vom 27. Juni 1995 über die Krankenversicherung (Datenweitergabe der Versicherer in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung und zweiter Teil der Massnahmen zur Kostendämpfung des Pakets 1a)
- Bundesgesetz über den internationalen Personen- und Güterverkehr auf der Strasse
- 16.504 n Pa. Iv. Giezendanner. Sicherstellung der Blutversorgung und Unentgeltlichkeit der Blutspende
- 15.434 n Pa. Iv. (Kessler) Weibel. Mutterschaftsurlaub für hinterbliebene Väter
- Bundesgesetz über die Mobilitätsdateninfrastruktur
- Bundesgesetz über einen Rettungsschirm für die Elektrizitätswirtschaft
- Vorlage zum Zahlungsrahmen Nationalstrassen 2024–2027, zum Ausbauschnitt 2023 für die Nationalstrassen, zum Verpflichtungskredit und zur Anpassung des Bundesbeschlusses über das Nationalstrassennetz
- Landwirtschaftliches Verordnungspaket 2022
- Modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (Limitation des prestations d'aide sociale octroyées aux ressortissants d'Etats tiers)
- Änderung des Covid-19-Gesetzes (Verlängerung und Änderung ausgewählter Bestimmungen)
- Änderung des Energiegesetzes vom 30. September 2016
- Änderung der Verordnung über die amtliche Vermessung sowie technische Ausführungsverordnungen
- Einführung des Trusts: Änderung des Obligationenrechts
- Arrêté fédéral sur une imposition particulière des grands groupes d'entreprises (mise en œuvre du projet OCDE / G20 sur la fiscalité de l'économie numérique)
- Bundesbeschluss über eine besondere Besteuerung grosser Unternehmensgruppen (Umsetzung des OECD/G20-Projekts zur Besteuerung der digitalen Wirtschaft)
- Meldepflicht von Betreiberinnen kritischer Infrastrukturen für Cyberangriffe
- Rollende Landstrasse: Vernehmlassungsvorlage zur Änderung des Güterverkehrsverlagerungsgesetzes und zum Bundesbeschluss des Zahlungsrahmens für die Förderung des begleiteten alpenquerenden kombinierten Verkehrs
- Umsetzung der technischen Säule des 4. EU-Eisenbahnpakets – 2. Schritt
- Verordnungspaket Umwelt Herbst 2022
- Revision des CO2-Gesetzes
- Ordonnance sur l'interopérabilité des systèmes d'information Schengen-Dublin
- Änderung des Tabaksteuergesetzes
- Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit weiteren Partnerstaaten ab 2023/2024
- Änderung des Bundesgesetzes über die Förderung von Innovation, Zusammenarbeit und Wissensaufbau im Tourismus
- Revision der Verordnung über Fernmeldedienste (Anpassung der Grundversorgungsbestimmungen)
- Teilrevision des Kartellgesetzes (KG)

- Überführung der Massnahme zum Schutz der Schweizer Börseninfrastruktur in das FinfraG.
- Szenariorahmen 2030/2040 für die Stromnetzplanung
- Änderung der Verordnung über Fernmeldedienste (Sicherheit von Informationen und von Fernmeldeinfrastrukturen und -diensten)
- Änderung des Krankenversicherungsgesetzes (Datenaustausch, Risikoausgleich)
- Entwurf der Verordnung über das Strafregister-Informationssystem VOSTRA (Strafregisterverordnung; StReV)
- Teilrevision der Signalisationsverordnung: Vereinfachung der Einführung von Tempo-30-Zonen und Carpooling
- 20.433 Pa. Iv. UREK-NR. Schweizer Kreislaufwirtschaft stärken, Teilrevision Umweltschutzgesetz
- 16.498 n Pa. Iv. Badran Jacqueline. Unterstellung der strategischen Infrastrukturen der Energiewirtschaft unter die Lex Koller
- Beitragsverordnung Innosuisse
- Modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) – Admission facilitée pour les étrangers titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse
- Umsetzung des Verbots der Gesichtshüllung (Art. 10a BV): Änderung des Strafgesetzbuches
- Loi fédérale sur la société financière de développement SIFEM SA
- Verordnung über die Rechnungslegung der öffentlich-rechtlichen Anstalt des Bundes «compenswiss (Ausgleichsfonds AHV/IV/EO)»
- Teilrevision der Sprachenverordnung
- Verordnung des BAZG über die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung im Bankedelmetallhandel (Geldwäschereiverordnung-BAZG, GwV-BAZG)
- Verordnung des BAZG über die Bekämpfung über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Bankedelmetallhandel
- Änderung der Liquiditätsverordnung
- Teilrevisionen der Raumplanungsverordnung, der Energieeffizienzverordnung und der Niederspannungs-Installationsverordnung

Les différentes consultations peuvent être trouvées sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Positions>[Consultations](#)).

2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, édition spéciale

En 2022, l'UDC Suisse a publié au total 82 **communiqués de presse**. 53 éditoriaux ont été publiés sur un thème d'actualité. Le journal du parti "**Klartext**" et la version française "**Franc-parler**" ont été publiés 6 fois chacun. Fin 2022, le tirage était de **53'000 exemplaires en allemand** et de **5'500 en français**.

En 2021, l'UDC a organisé **6 conférences de presse**:

25 janvier 2022	Des associations et des représentants de partis de droite demandent la levée immédiate des mesures
25 février 2022	Préserver la sécurité de la Suisse grâce à la neutralité armée perpétuelle et non pas avec l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU
28 février 2022	Mesures urgentes de la Suisse : l'UDC demande une augmentation des dépenses pour la défense de 2 milliards de francs (à 1% du PIB) ainsi que l'augmentation des effectifs de l'armée de 20'000 militaires
21 juillet 2022	Crise énergétique : tout se déroule avec succès selon le plan secret de la gauche rose-verte
20 septembre 2022	Le groupe parlementaire UDC propose au comité du parti le lancement d'un référendum contre le contre-projet à l'initiative sur les glaciers
11 octobre 2022	Aggraver la crise énergétique ? L'UDC lance un référendum contre la loi sur le gaspillage de l'électricité

Les détails concernant les différentes conférences de presse et les communiqués de presse peuvent être consultés sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Publications>[Actualités](#)).

2.4 Site Internet et réseaux sociaux

Jusqu'au 31.12.2022, 575'394 visites (1'212'328 pages vues) ont été enregistrées sur <https://www.svp.ch>, 825'053 visites (932'164 pages vues) sur <https://www.udc.ch> et 16'064 visites (31'525 pages vues) sur <https://it.udc.ch>. Cela représente en moyenne 1'576 visites par jour sur www.svp.ch, 2'260 sur www.udc.ch et 44 sur it.udc.ch.

En 2022, l'UDC a produit 45 contributions Youtube en allemand et 35 en français. Les contributions Youtube ont enregistré un total de 109'381 vues en allemand et 8'664 en français. La chaîne YouTube compte 5'150 abonnés en allemand et 539 abonnés en français.

L'UDC gère les pages Facebook "SVP Schweiz", "UDC Suisse" et d'autres pages de campagne spécifiques. Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2022, la page "SVP Schweiz" comptait 33'665 soutiens. La page Facebook francophone "UDC Suisse" en comptait 13'088. Lors de diverses journées de pointe, l'UDC a atteint entre 200'000 et 600'000 personnes avec ces pages et a généré 533'000 vues sur l'ensemble de la période.

L'UDC gère les pages Instagram "SVPch" et "UDCch". Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2022, la page "SVPch" comptait 17'150 soutiens. La page Instagram francophone "UDCch" en comptait 1'929. Lors des di-vers jours de pointe, l'UDC compte entre 75'000 et 150'000 personnes grâce à ces pages.

L'UDC exploite le canal TikTok "SVPch" depuis l'automne 2021. Par le biais de ce canal, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et diffuse les contenus politiques. Au 31.12.2022, le canal "SVPch" comptait 11'723 followers. En 2021, l'UDC a produit 31 contributions TikTok en langue allemande qui ont été consultées 1'133'900 fois.

3. ORGANES DU PARTI

3.1 Assemblée des délégués

L'Assemblée des délégués (DV) de l'UDC Suisse se compose d'environ 835 délégués et est l'organe suprême du parti. En 2022, 4 réunions des délégués ont eu lieu:

Assemblée des délégués, samedi 15 janvier 2022, Reconvilier (BE)

« Approvisionnement énergétique : il n'y a pas d'excuses, le Conseil fédéral doit agir sans attendre ! »

Assemblée des délégués, samedi 9 avril 2022, Coire (GR)

« Un OUI clair à la neutralité armée perpétuelle et à un avenir sûr et libre ! »

Assemblée des délégués, samedi 20 août 2022, Baar (ZG)

« Pas d'interdiction de technologie : La Suisse doit pouvoir construire de nouvelles centrales nucléaires le plus rapidement possible ! »

Assemblée des délégués, samedi 22 octobre 2022, Lucerne (LU)

« Elections fédérales 2023 : s'opposer à la gauche rose-verte qui démolit la Suisse ! »

Vous trouverez plus de détails sur les différentes assemblées des délégués sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Publications>[Assemblées des délégués](#)).

3.2 Le bureau de la direction

Le bureau de la direction (PLA) se compose de neuf membres au total

(au 31.12.2021)

Fonction	Nom
Président de l'UDC Suisse	CE Marco Chiesa (TI)
Vice-présidente	CN Céline Amaudruz (GE)
Vice-présidente	CN Magdalena Martullo (GR)
Vice-président	CN Marcel Dettling (SZ)
Membre	CN Franz Grüter (LU)
Membre	CN Thomas Matter (ZH)
Membre	CN Sandra Sollberger (BL)
Membre	CN Manuel Strupler (TG)
Chef de groupe (de droit)	CN Thomas Aeschi (ZG)

3.3 Direction du parti

La direction du parti (PL) se compose de 29 personnes qui pèsent de leurs fonctions ou qui sont membres par élection. La PL gère les affaires courantes du parti, entretient des contacts avec les partis cantonaux et veille à ce que leurs préoccupations soient prises en compte. En tant qu'organe de conciliation, la PL examine et statue sur les préoccupations des membres individuels, des organes du parti, des partis de section, de district ou cantonaux en cas de litige.

(au 31.12.2022)

Officiellement	
Membres de la PLA	Comme décrit ci-dessus
Les représentants de l'UDC au Conseil fédéral	CF Ueli Maurer (ZH) CF Guy Parmelin (VD)
Le Secrétaire Général	CN Peter Keller (NW)
Présidents des six sections les plus fortes en valeur absolues	Domenik Ledergerber (ZH)
	Ancien CN Manfred Bühler (BE)
	CN Andreas Glarner (AG)
	Walter Gartmann (SG)
	Angela Lüthold-Sidler (LU)
	Kevin Grangier (VD)
Président des Jeunes UDC	David Trachsel (BS)
Présidente de l'UDC International	Inge Schütz (BE)

Élection par le comité du parti:

Un représentant de la Suisse romande, un représentant de la Suisse italienne et un représentant de la Suisse romanche.	Didier Spies (JU) CN Piero Marchesi (TI) Reto Rauch (GR)
Responsable de la politique de sécurité	CN David Zuberbühler (AR)

Responsable de la politique européenne	CN Roger Köppel (ZH)
Responsable de la politique de migration et d'asile	CN Andreas Glarner (AG)
Responsable de la politique économique	CN Magdalena Martullo (GR)
Responsable de la politique financière et fiscale	CN Lars Guggisberg (BE)
Responsable de la politique de la famille et société	CN Monika Rüegger (OW)

3.4 Comité du parti

Le Comité du parti est composé de 125 membres.

(au: 31.12.2022)

Officiellement :	
Membres de la direction du parti (PL) (Comme décrit ci-dessus)	
Les présidents des sections cantonales:	
AG	CN Andreas Glarner
AI	Martin Ebnetter
AR	Anick Volger
BE	Ancien CN Manfred Bühler
BL	Dominik Straumann
BS	Eduard Rutschmann
FR	Christophe Blaumann
GE	CN Céline Amaudruz
GL	Thomas Tschudi
GR	Roman Hug
JU	Thomas Stettler
LU	Angela Lüthold-Sidler
NE	Lionel Martin
NW	Roland Blättler
OW	CN Monika Rüegger
SG	Walter Gartmann
SH	Andrea Müller
SO	CN Christian Imark
SZ	Roman Bürgi
TG	Ruedi Zbinden
TI	CN Piero Marchesi

UR	Fabio Affentranger
VD	Kevin Grangier
Valais du bas	Donald Moos
Valais du haut	Romano Amacker
ZG	Thomas Werner
ZH	Domenik Ledergerber
JSVP	David Trachsel
SVP International	Inge Schütz

Autres membres délégués par les cantons:

AG	CN Thomas Burgherr Pascal Furer Rolf Jäggi Michelle Rütli
AI	Alfred Langenegger
AR	Severina Gross
BE	Jolanda Brunner Andrea Gschwend-Pieren Miriam Gurtner Samuel Krähenbühl Helena Morgenthaler Aliko M. Panayides
BL	CN Thomas de Courten Peter Riebli
BS	Pascal Messerli
FR	Christina Darcey Liliane Marchon
GE	Michael Andersen Claude Reymond
GL	Barbara Rhyner
GR	Mario Cortesi Thomas Gort
JU	Kilian Kaufmann
LU	Stefan Dahinden Dieter Haller Willi Knecht
NE	Lionel Martin
NW	Peter Wyss
OW	Severin Wallimann
SG	CN Roland Rino Büchel Werner Heule Paul Scheiwiller
SH	Mariano Fioretti Daniel Preisig
SO	Hans Rudolf Lutz Christine Rütli

SZ	CN Pirmin Schwander Samuel Lütolf
TG	Judith Ricklin Beat Stump
TI	Lara Filippini Roberta Soldati
UR	Paul Dubacher
VD	Valentin Christe Werner Riesen
Valais du bas	CN Jean-Luc Addor Jérôme Desmeules
Valais du haut	Marco Schnydrig Fredy Ursprung
ZG	Philip C. Brunner Karl Nussbaumer
ZH	CN Martin Haab CN Mauro Tuena Werner Gartenmann Roger Liebi Romaine Rogenmoser Tobias Weidmann
Jeunes UDC	Diego Baratti (TI) Andreas Gerber (BE)
UDC international	John McGough

Représentant élu conformément aux statuts Art. 18 n° 1 al. 2:
(Maximum 15 autres membres)

Autres membres:	
AG	CN Martina Bircher Conseiler du gouvernement Jean-Pierre Gallati
BE	CN Albert Rösti Ancien CN Thomas Fuchs
NW	Conseiler du gouvernement Michèle Blöchliger
SG	CN Esther Friedli
TG	Pascal Schmid
TI	Eros Mellini
VD	Gérald Nicod
ZH	CN Gregor Rutz Ancien CN Hans Egloff Ancien CN Christoph Mörgeli Ancien CN Ulrich Schlüer Ancien CF Christoph Blocher

3.5 Secrétariat général

Le Secrétariat général est le centre administratif de la Partie. A la fin de l'année sous revue, les membres du personnel suivants travaillent au Secrétariat général:

(au 31.12.2022)

Fonction	Collaborateur / Collaboratrice
Secrétaire général	Peter Keller, Hergiswil (NW)
Secrétaire du groupe	Raphael Vogel, Spiegel bei Bern (BE)
Responsable de la communication	Andrea Sommer, Solothurn (SO)
Collaborateur scientifique / Secrétaire du groupe adjointe	Marcel Schelbert, Alpnach (OW)
Collaborateur scientifique	Henri Bernhard, Münsingen (BE)
Collaborateur scientifique	Andreas Meyer, Bern (BE)
Collaborateur scientifique	Yohan Ziehli, Lausanne (VD)
Responsable de projet pour les partis cantonaux	Trudi Mösching, Uetendorf (BE)
Assistante du groupe	Christa Bolliger, Bolligen (BE)
Assistante du président du parti	Alain Bühler, Lugano (TI)
Secrétariat	Adrian Spahr, Lengnau (BE)
Secrétariat	Yannik Beugger, Wichtrach (BE)

3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale

Les membres du Conseil national et du Conseil des Etats élus sur les listes des partis cantonaux de l'UDC forment une fraction indépendante. Le but de la fraction est de défendre les objectifs politiques de l'UDC Suisse à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement fédéral.

Conseil fédéral:

- **Ueli Maurer**, chef du DFF, Hinwil (ZH); élu le 10.12.2008; en fonction depuis le 01.01.2009 ; démissionnaire au 31.12.2022
- **Guy Parmelin**, chef du DEFR, Bursins (VD) ; élu le 9.12.2015, en fonction depuis le 01.01.2016

Groupe de l'Union Démocratique du Centre:

Avec 55 membres du Conseil national (53 UDC, 1 Lega, 1 UDF) et 7 membres au Conseil des Etats (6 UDC, 1 non-partis), l'UDC est le plus grand groupe parlementaire au Parlement fédéral.

Conseillères nationales et conseillers nationaux (au 31.12.2022)

AG	Bircher Martina, Aarburg Burgherr Thomas, Wiliberg Giezendanner Benjamin, Rothrist Glarner Andreas, Oberwil-Lieli Heimgartner Stefanie, Baden Huber Alois, Wildegg
AR	Zuberbühler David, Herisau

BE	Aebi Andreas, Alchenstorf Geissbühler Andrea, Bärswil Guggisberg Lars, Kirchlindach Hess Erich, Bern Rösti Albert, Uetendorf Umbricht Pieren Nadja, Kaltacker von Siebenthal Erich, Gstaad
BL	De Courten Thomas, Rünenberg Sollberger Sandra, Bubendorf
FR	Page Pierre-André, Châtonnaye
GE	Amaudruz Céline, Genf Nidegger Yves, Genf
GR	Martullo-Blocher Magdalena, Meilen / Lenzerheide
LU	Estermann Yvette, Kriens Grüter Franz, Eich
NW	Keller Peter, Hergiswil
OW	Rüegger Monika, Engelberg
SG	Büchel Roland, Oberriet Egger Mike, Berneck Friedli Esther, Ebnat-Kappel Reimann Lukas, Wil
SH	Hurter Thomas, Schaffhausen
SO	Imark Christian, Fehren Wobmann Walter, Gretzenbach
SZ	Dettling Marcel, Oberiberg Schwander Pirmin, Lachen
TG	Gutjahr Diana, Amriswil Herzog Verena, Frauenfeld Strupler Manuel, Weinfeld
TI	Marchesi Piero, Molinazzo di Monteggio
VD	Buffat Michaël, Vuarrens Grin Jean-Pierre, Pomy Nicolet Jacques, Lignerolle
VS	Addor Jean-Luc, Savièse Graber Michael, Brig-Glis
ZG	Aeschi Thomas, Baar
ZH	Fischer Benjamin, Volketswil Haab Martin, Mettmenstetten Heer Alfred, Zürich Köppel Roger, Küsnacht Matter Thomas, Zürich Rutz Gregor, Zürich Schläpfer Therese, Hagenbuch Steinemann Barbara, Watt Tuena Mauro, Zürich Walliser Bruno, Volketswil

Lega dei Ticinesi:

TI	Quadri Lorenzo, Lugano
----	------------------------

UDF:

BE	Gafner Andreas, Oberwil im Simmental
----	--------------------------------------

Conseillers aux Etats (au 31.12.2022)

AG	Knecht Hansjörg, Leibstadt
BE	Salzmann Werner, Mülchi
SH	Germann Hannes, Opfertshofen
SZ	Kuprecht Alex, Pfäffikon
TG	Stark Jakob, Buhwil
TI	Chiesa Marco, Lugano (Ruvigliana)

Indépendant:

SH	Minder Thomas, Neuhausen am Rheinfall
----	---------------------------------------

4. VOTATIONS FÉDÉRALES 2021

Votation populaire du 13 février	Mot d'ordre UDC	Mot d'ordre PLR	Mot d'ordre Le Centre	Mot d'ordre PS	Peuple oui en %	Peuple non en %	Cantons oui	Cantons non	Résultat
Initiative populaire du 18.03.2019 «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès»	Non	Non	Non	Non	20.9	79.1	0	23	Non
Initiative populaire du 12.09.2019 «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac)»	Non	Non	Non	Oui	56.7	43.3	15	8	Oui
Modification du 18.06.2021 de la loi fédérale sur les droits de timbre (LT)	Oui	Oui	Oui	Non	37.4	62.6	---	---	Non
Loi fédérale du 18.06.2021 sur un train de mesures en faveur des médias	Non	Non	Oui	Oui	45.4	54.6	---	---	Non

Votation populaire du 15 mai	Mot d'ordre UDC	Mot d'ordre PLR	Mot d'ordre Le Centre	Mot d'ordre PS	Peuple oui en %	Peuple non en %	Cantons oui	Cantons non	Résultat
Modification du 01.10.2021 de la loi fédérale sur la culture et la production cinématographiques (loi sur le cinéma, LCin)	Non	Non	Oui	Oui	58.4	41.6	---	---	Oui
Modification du 01.10.2021 de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation)	Non	Oui	Oui	Oui	60.2	39.8	---	---	Oui
Arrêté fédéral du 01.10.2021 portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-	Oui	Oui	Oui	Non	71.5	28.5	---	---	Oui

côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (développement de l'acquis de Schengen)									
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Votation populaire du 25 septembre	Mot d'ordre UDC	Mot d'ordre PLR	Mot d'ordre Le Centre	Mot d'ordre PS	Peuple oui en %	Peuple non en %	Cantons oui	Cantons non	Résultat
Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif)»	Non	Non	Non	Oui	37.1	62.9	0.5	22.5	Non
Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA	Oui	Oui	Oui	Non	55.1	44.9	18	5	Oui
Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21)	Oui	Oui	Oui	Non	50.5	49.5	13.5	9.5	Oui
Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (Renforcement du marché des capitaux de tiers)	Oui	Oui	Oui	Non	48.0	52.0	10	13	Non

5. L'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX

Etat au jour du scrutin. Elections considérées jusqu'au 31.12.2022

Canton	Année électorale	Proportions de suffrages UDC aux élections cantonales	Nombre de sièges UDC au parlement cantonal	Total des sièges du parlement cantonal
AG	2020	30.1%	43	140
AI	Annuel / 2020	*	*	50
AR	2019	12.2%	7	65
BE	2022	25.8%	44	160
BL	2019	22.7%	21	90
BS	2020	10.8%	11	100
FR	2021	16.4%	18	110
GE	2018	7.3%	8	100
GL	2022	30.3%	18	60
GR	2022	21.1%	25	120
JU	2020	11.0%	7	60
LU	2019	19.6%	22	120
NE	2021	8.1%	8	115
NW	2022	24.3%	15	60
OW	2022	25.6%	13	55
SH	2020	33.4%	20	60
SO	2021	21.0%	21	100
SG	2020	26.9%	35	120
SZ	2020	33.2%	33	100
TG	2020	32.3%	45	130
TI	2019	6.8%	6	90
UR	2020	24.5%	13	64
VD	2022	14.1%	23	150
VS	2021	16.9%	22	130
ZG	2022	21.6%	18	80
ZH	2019	24.5%	45	180

* pas d'indications, car élections par circonscriptions ou selon le système majoritaire

6. LES SECTIONS CANTONALES UDC EN LIGNE

Canton	Site Internet	Adresse e-mail
UDC Suisse	www.udc.ch	gs@svp.ch
AG	www.svp-ag.ch	info@svp-ag.ch
AI	www.svp-ai.ch	info@svp-ai.ch
AR	www.svp-ar.ch	sekretariat@svp-ar.ch
BE	www.svp-bern.ch	sekretariat@svp-bern.ch
BL	www.svp-bl.ch	info@svp-bl.ch
BS	www.svp-basel.ch	info@svp-basel.ch
FR	www.udc-fr.ch	info@udc-fr.ch
GE	www.udc-ge.ch	secretariat@udc-ge.ch
GL	www.svp-gl.ch	praesident@svp-gl.ch
GR	www.svp-gr.ch	sekretariat@svp-gr.ch
JU	www.udc-ju.ch	secretaire@udc-ju.ch
LU	www.svp-lu.ch	sekretariat@svp-lu.ch
NE	www.udc-ne.ch	secretariat@udc-ne.ch
NW	www.svp-nw.ch	info@svp-nw.ch
OW	www.svp-ow.ch	info@svp-ow.ch
SH	www.svp-sh.ch	info@svp-sh.ch
SG	www.svp-sg.ch	sekretariat@svp-sg.ch
SO	www.svp-so.ch	info@svp-so.ch
SZ	www.svp-sz.ch	sekretariat@svp-sz.ch
TG	www.svp-thurgau.ch	sekretariat@svp-thurgau.ch
TI	www.udc-ti.ch	info@udc-ti.ch
UR	www.svpuri.ch	sekretariat@svpuri.ch
VD	www.udc-vaud.ch	secretariat@udc-vaud.ch
Valais du haut	www.svpo.ch	info@svpo.ch
Valais du bas	www.udc-valais.ch	internet@udc-valais.ch
ZG	www.svp-zug.ch	sekretariat@svp-zug.ch
ZH	www.svp-zuerich.ch	sekretariat@svp-zuerich.ch